

- 1 Emploi public et fonction publique
- 2 Agents de la fonction publique : principales caractéristiques
- 3 Voies de recrutement externe
- 4 Parcours professionnels
- 5 Retraite
- 6 Dépenses de personnel et rémunérations
- 7 Formation
- 8 Temps et conditions de travail
- 9 Relations professionnelles
- 10 Politique sociale



## Emploi public et fonction publique 1

Effectifs et principales caractéristiques  
de l'emploi public 1.1

Ensemble de la fonction publique 1.2

Fonction publique de l'État 1.3

Fonction publique de l'État : périmètres  
de décompte des effectifs dans les ministères  
et emplois en loi de finances 1.4

Fonction publique territoriale 1.5

Fonction publique hospitalière 1.6



## Présentation

Dans une acception juridique, un agent de la fonction publique travaille dans un organisme public à caractère administratif dans lequel le recrutement se fait sur la base du droit public. C'est ainsi qu'ont été décomptés les 5,4 millions d'agents qui travaillent dans l'un des trois versants de la fonction publique fin 2015.

Les effectifs de la fonction publique étudiés dans ce rapport comprennent les individus présents au 31 décembre, en emploi principal, de métropole et des départements d'outre-mer (hors Mayotte), **hors des collectivités d'outre-mer et de l'étranger**, et hors bénéficiaires de contrats aidés.

Les ministères et les établissements publics administratifs (EPA) nationaux constituent la fonction publique de l'État. Les collectivités territoriales *stricto sensu* (régions, départements, communes) et les EPA locaux forment la fonction publique territoriale. Enfin, les hôpitaux publics, y compris les syndicats interhospitaliers, intégrés dans le champ de la fonction publique hospitalière depuis 2009 (voir décompte des emplois et évolution des salaires dans les trois versants de la fonction publique), les établissements d'hébergement pour personnes âgées, à budget autonome, et médico-sociaux, qui sont des établissements publics sous la tutelle des collectivités territoriales, et les établissements publics locaux sociaux, constituent la fonction publique hospitalière. Néanmoins, certaines missions de service public sont assurées en dehors de la fonction publique.

Les résultats présentés dans ces fiches thématiques sont issus exclusivement du Système d'information sur les agents des services publics (SIASP), produit par l'Insee en collaboration avec la DGAFP, la DGCL et la Drees depuis 2009. Pour ce qui concerne les séries longues, ces données sont combinées avec d'autres sources d'information utilisées antérieurement, notamment le fichier général de l'État de l'Insee, historiquement utilisé pour la fonction publique de l'État.

Les résultats antérieurs à 2009 relatifs à la fonction publique de l'État ont été établis à partir du fichier général de l'État de l'Insee (issu des fichiers de paie des agents de l'État complétés par les déclarations annuelles des données sociales – DADS\*), tout particulièrement pour les établissements publics : sont définis comme agents des établissements publics nationaux les agents rémunérés

sur le budget propre de ces établissements. Ceux relatifs à la fonction publique territoriale ont été établis à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS), exploitées par l'Insee, et de l'enquête – supprimée en 2009 – sur les effectifs des collectivités territoriales (Colter) de l'Insee. Enfin, les résultats relatifs à la fonction publique hospitalière ont été établis à partir de l'enquête SAE (Statistique annuelle sur les établissements de santé) de la Drees, complétée par l'enquête SPE (Statistique du personnel non médical des établissements publics de santé) de la DGOS, et par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) exploitées par l'Insee.

Les adjoints de sécurité « classiques » de la Police nationale (8 300 en fin 2015 sur le territoire national), qui figuraient anciennement parmi les bénéficiaires d'emplois aidés, sont comptabilisés dans les séries d'effectifs de non-titulaires de la FPE depuis 2002, année où le dispositif « adjoints de sécurité » a été clairement dissocié du dispositif « emplois jeunes ». Cette analyse intègre également depuis 2006 les volontaires militaires (16 200 agents fin 2015 sur le territoire national).

La deuxième vague de **décentralisation**, mise en place dans le cadre de la loi de 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, est l'un des phénomènes qui expliquent la hausse des effectifs dans la FPT entre 2006 et 2011. Les transferts d'agents techniciens, ouvriers et de services (TOS) des ministères de l'Enseignement (voir définitions) et d'agents du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, amorcés en 2006, se sont amplifiés en 2007 et 2008 et ralentissent depuis 2009.

Avant 2006, le fichier de paie permettait de distinguer, parmi les agents des ministères, ceux travaillant en **administration centrale** et ceux travaillant en **service déconcentré**, en se fondant sur l'existence de la nomenclature par services établie à partir de l'imputation budgétaire de la rémunération des agents au format « Ordonnance de 1959 ». Le changement de nomenclature budgétaire résultant de la mise en place de la LOLF à partir de 2006 n'avait pas permis de maintenir l'information sur le service dans le FGE.

En 2008, une méthode d'identification a été mise au point par le service statistique de la DGAFP à partir essentiellement de la catégorie juridique de l'employeur

\* De nouvelles informations permettant de mieux caractériser les agents de la fonction publique ont été introduites dans les DADS (norme « DADS-U ») à partir de l'année 2006 : portant en particulier sur le statut et l'activité des agents, elles permettent de mieux caractériser les emplois principaux ou secondaires et ainsi d'améliorer la qualité des résultats.

## 1 Présentation

et du programme LOLF de rattachement. Elle a ensuite été améliorée notamment pour suivre les effectifs concernés par la réforme de l'administration territoriale (RéATE) et tient compte de l'immatriculation des employeurs publics au répertoire Sirene (Siren/Siret) dont la qualité n'est pas encore homogène dans le secteur public. Les effectifs de l'État sont répartis selon cinq modalités : administration centrale (AC), service déconcentré (SD), service à compétence nationale (SCN), établissement public local d'enseignement (EPL) et établissement public administratif (EPA). Cette méthodologie a été adaptée en 2012 aux données issues du Système d'information sur les agents des services publics (SIASP), désormais utilisé par la DGAFP pour couvrir l'emploi de manière

homogène dans les trois versants de la fonction publique. Elle repose notamment sur la catégorie juridique du lieu de travail des agents des ministères civils (hors Défense) et accessoirement sur les libellés des grades des agents quand ils sont suffisamment explicites.

### Disponibilité des données

L'ensemble des figures présentées dans les fiches thématiques sont reproduites au format Excel sur le site internet : <https://www.fonction-publique.gouv.fr>, rubrique Études & Statistiques/Rapports annuels, ainsi que, pour les figures marquées du signe  dans la rubrique Séries longues, pour disposer de résultats avec la plus grande profondeur historique possible.

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

1

Figure 1.1-1 : La fonction publique dans l'économie nationale : classement des employeurs (situation au 31 décembre 2015)

Statut juridique de l'employeur		Statut de recrutement de droit commun de l'agent			
		1	2	3	
	Code catégorie juridique Sirene	Comptes nationaux	Droit public	Droit public particulier /privé à statut	Droit privé
1	Administration de l'État	71 hors 7111 et 7112	APU (non marchand)	Ministères dont enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat	
		7111		Autorités constitutionnelles	
		7112		Autorités administratives indépendantes	
2	Collectivités	72		Régions, départements, communes	
3	Établissements publics administratifs	73		Établissements publics administratifs nationaux : Pôle emploi, Crous, CNRS, Inra, Inserm, France Agrimer <sup>(1)</sup> etc., EPLE, EPA des collectivités territoriales, hôpitaux publics, étab. médico-sociaux	Organismes consulaires, associations syndicales autorisées, associations foncières urbaines ou de remembrement
			hors APU (marchand)	OPH, Caisses de crédit municip., maisons de retraite publiques, divers EPA locaux marchands, Institut jeunes aveugles/sourds, Hôpital Quinze-Vingts, Caisse des dépôts et consignations <sup>(2)</sup>	
4	Organismes publics administratifs	74	APU (non marchand)		GIP non marchands, groupements de coopération sanitaire, agences dép. d'insertion
			hors APU (marchand)	Cercles et foyers des armées	
5	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	APU (non marchand)		
			hors APU (marchand)	Office national des forêts	RATP, SNCF Banque de France
6	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)	APU (non marchand)		
			hors APU (marchand)		La Poste EDF Aéroports de Paris
7	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9	APU (non marchand)		
			hors APU (marchand)		

### Légende

Fonction publique

Administrations publiques (APU) au sens des comptes nationaux

(1) Offices agricoles (Epic) intégrés dans France Agrimer en 2009 (EPA)

(2) Caisse des dépôts et consignations : assimilée à EPA, mais relevant de codification Sirene 74 (autres personnes morales de droit administratif).

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

Figure 1.1-2 : Ventilation des effectifs salariés au 31 décembre 2015, salariés à titre principal [en milliers]

Statut juridique de l'employeur			Statut de recrutement de droit commun de l'agent							
	Code catégorie juridique Sirène	comptes nationaux	1		2		3			
			Droit public		Droit public particulier /privé à statut		Droit privé			
1	Administration de l'État	71 hors 7111 et 7112 7111 7112	APU (non marchand)	hors CA	1 913,0					
				y c. CA	1 914,1					
				hors CA	0,7					
				y c. CA	0,7					
2	Collectivités	72	APU (non marchand)	hors CA	1 404,1					
				y c. CA	1 473,1					
3	Établissements publics administratifs	73	APU (non marchand)	hors CA	2 026,3	hors CA	36,8	hors CA	15,0	
				y c. CA	2 146,3	y c. CA	37,1	y c. CA	15,0	
			hors APU (marchand)	hors CA	104,5					
				y c. CA	112,1					
4	Organismes publics administratifs	74	APU (non marchand)			hors CA	11,8	hors CA	1,9	
				hors APU (marchand)	hors CA	0,0			hors CA	0,4
				y c. CA	0,1			y c. CA	0,4	
5	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	APU (non marchand)					y c. CA	42,7	
				hors APU (marchand)	y c. CA	9,2	y c. CA	203,9	y c. CA	89,4
6	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)	APU (non marchand)					y c. CA	0,8	
				hors APU (marchand)			y c. CA	297,3	y c. CA	16 128,6
7	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9	APU (non marchand)					y c. CA	424,1	
				hors APU (marchand)					y c. CA	1 609,2
Ensemble			APU (non marchand)	y c. CA	5 535,9	y c. CA	49,3	y c. CA	484,5	
				fonction publique	hors CA	5 450,3				
					y c. CA	5 648,0				
			hors APU (marchand)	y c. CA	121,4	y c. CA	501,1	y c. CA	17 827,6	

## Légende

 Fonction publique

 Administrations publiques (APU) au sens des comptes nationaux

 Source Siasp

Sources : Siasp, DADS, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

CA = contrats aidés

Figure 1.1-3 : L'emploi public selon différents concepts au 31 décembre 2015

	Effectifs des « administrations publiques »	Effectifs de <b>droit public</b> Colonne 1 et lignes 1 à 5	Effectifs de la <b>fonction publique</b> métropole et DOM Colonne 1 et lignes 1+2+3
Total y compris emplois aidés	6 069 700	5 657 300	5 648 000
<b>Total hors emplois aidés</b>		<b>5 459 300</b>	<b>5 450 300</b>

Sources : Siasp, DADS, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information

Champ : France entière : métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

Les chiffres sont arrondis à la centaine. Le total et les évolutions sont calculés sur les données initiales

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

Figure 1.1-4 : Évolution des effectifs salariés (y compris bénéficiaires de contrats aidés) entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015, salariés à titre principal

Statut juridique de l'employeur		Statut de recrutement de droit commun de l'agent							
		1		2		3			
	Code catégorie juridique Sirène	Comptes nationaux	Droit public		Droit public particulier /privé à statut	Droit privé			
1	Administration de l'État	71 hors 7111 et 7112 7111 7112 APU (non marchand)	nombre	1,2					
			%	0,1					
			nombre	0,1					
			%	9,1					
			nombre	0,4					
			%	32,6					
2	Collectivités	72	nombre	-2,9					
			%	-0,2					
3	Établissements publics administratifs	73	nombre	7,3	nombre	-2,3			
			%	0,3	%	-5,7	nombre	0,7	
			nombre	1,8					
			%	1,6					
4	Organismes publics administratifs	74	APU (non marchand)		nombre	1,0			
			%		%	8,6	nombre	0,4	
			nombre	0,0		nombre	0,0		
			%	-11,1		%	-4,8		
5	Personnes morales de droit public soumises au droit commercial	4	APU (non marchand)			nombre	0,3		
			%		%	0,8			
			nombre	-0,1	nombre	-5,0	nombre	-0,1	
			%	-0,7	%	-2,4	%	-0,1	
6	Personnes physiques, sociétés commerciales	1,2,3,5,6 (hors 32)	APU (non marchand)			nombre	-0,2		
			%		%	-19,2			
			nombre		nombre	-6,2	nombre	140,7	
			%		%	-2,0	%	0,9	
7	Organismes privés spécialisés et groupements de droit privé	8,9	APU (non marchand)			nombre	-6,1		
			%		%	-1,4			
			nombre		nombre	14,1			
			%		%	0,9			
Ensemble			APU (non marchand)	nombre	6,0	nombre	-1,3	nombre	-4,8
			%	0,1	%	-2,6	%	-1,0	
			fonction publique	nombre	7,8				
			%	0,1					
			nombre	1,7	nombre	-11,2	nombre	154,7	
			%	1,5	%	-2,2	%	0,9	

### Légende

Fonction publique

Administrations publiques (APU) au sens des comptes nationaux

Source Siasp

Sources : Siasp, DADS, Insee; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

CA = contrats aidés

**Figure 1.1-5 : Administrations publiques (dans une approche économique) et fonction publique (dans une approche juridique) au 31 décembre 2015**  
[en milliers]

	Organismes non marchands métropole + DOM yc CA	Organismes marchands yc CA	Total yc CA	Total hors contrats aidés
Fonction publique en comptabilité nationale	5 535 900		5 535 900	5 345 800
Fonction publique hors comptabilité nationale		112 100 <sup>(3)</sup>	112 100	104 500
<b>Total fonction publique</b>	<b>5 535 900</b>	<b>112 100<sup>(3)</sup></b>	<b>5 648 000</b>	<b>5 450 300</b>
Autres administrations publiques (APU)	533 800			
<i>dont autres APU en organismes publics<sup>(1)</sup></i>	109 000			
<i>dont autres APU en organismes privés<sup>(2)</sup></i>	424 800			
<b>Total des administrations publiques</b>	<b>6 069 700</b>			

Part de la fonction publique en 2015<sup>(4)</sup>  
– Dans l'emploi salarié : 22,2%  
– Dans l'emploi total : 19,9%

Sources : Siasp, DADS, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : France entière : métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

CA = contrats aidés

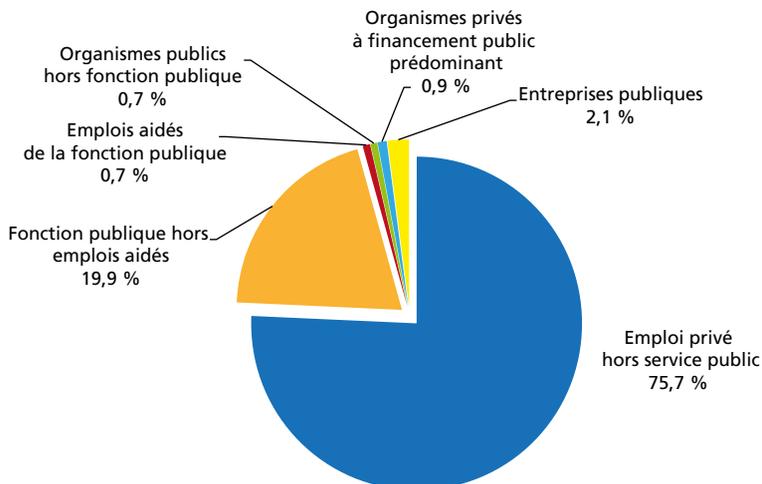
(1) EPA à recrutement de droit privé, organismes consulaires, GIP (groupements d'intérêt public), autres organismes de droit administratif, EPIC non marchands.

(2) Organismes à financement majoritairement public : associations non marchandes, organismes de protection sociale, hôpitaux privés à but non lucratif.

(3) Caisse des dépôts et consignations, la plupart des établissements d'hébergement pour personnes âgées, EPA marchands.

(4) Hors COM et étranger, hors bénéficiaires de contrats aidés. À comparer avec la part de la fonction publique en 2014, soit 22,4 % dans l'emploi salarié et 20,0 % dans l'emploi total sur le même périmètre.

**Figure 1.1-6 : Fonction publique, service public et emploi total au 31 décembre 2015**



Sources : Siasp, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : France entière : métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger.

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

Figure 1.1-7 : Nombre de bénéficiaires de contrats aidés de la fonction publique au 31 décembre

		2014	2015	Évolution 2015/2014 (%)
<b>Fonction publique de l'État</b>	<b>Ministères</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	
	<i>dont ministères de l'enseignement</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	
	<i>dont ministère de l'Intérieur</i>	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	
	<b>EPA de la FPE</b>	<b>81,1</b>	<b>78,3</b>	
	<i>dont EPA rattachés aux ministères de l'enseignement<sup>(1)</sup></i>	<i>77,7</i>	<i>75,1</i>	
	<i>dont EPA rattachés au ministère de l'Intérieur</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	
	<b>Total</b>	<b>83,0</b>	<b>79,4</b>	<b>-4,3</b>
<b>Fonction publique territoriale</b>	Communes	55,3	59,6	
	Départements	7,9	8,0	
	Régions	1,3	1,4	
	<b>Total collectivités territoriales</b>	<b>64,5</b>	<b>69,0</b>	
	Établissements communaux	9,2	10,3	
	Établissements intercommunaux	12,4	14,7	
	Établissement départementaux	0,6	0,7	
	Autres EPA locaux	0,2	0,2	
	<b>Total EPA</b>	<b>22,3</b>	<b>25,9</b>	
	<b>Total</b>	<b>86,8</b>	<b>94,9</b>	<b>9,4</b>
<b>Fonction publique hospitalière</b>	Hôpitaux	14,5	14,6	
	Établissements d'hébergement pour personnes âgées	6,9	7,5	
	Autres établissements médico-sociaux	1,2	1,2	
	<b>Total</b>	<b>22,5</b>	<b>23,3</b>	<b>3,5</b>
<b>Total FP</b>		<b>192,3</b>	<b>197,7</b>	<b>2,8</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, bénéficiaires de contrats aidés, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger  
(1) Les bénéficiaires de contrats aidés travaillent pour l'essentiel dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPLÉ).

Note : Un retraitement de la base des déclarations d'employeurs de contrats aidés à l'Agence de services et de paiement (ASP) centralisées par la Dares et de la base Siasp de l'Insee conduit à reclasser environ 20 000 assistants d'éducation, de droit public, employés par certains établissements publics locaux d'enseignement en contrats non aidés en 2015. La base ASP constitue la référence pour le recensement des contrats aidés car c'est la déclaration qui déclenche le paiement des aides. La base Siasp constitue la référence de l'emploi public. Une correction similaire a aussi été apportée dans Siasp entre 2011 et 2014.

## 1.1 Effectifs et principales caractéristiques de l'emploi public

1

Figure 1.1-8 : Fonction publique, service public et emploi total au 31 décembre  
[en milliers]

		2014	2015
Fonction publique <sup>(1)</sup>	Métropole	5 275	5 276
	DOM	174	174
	<b>Total hors bénéficiaire de contrats aidés</b>	<b>5 448</b>	<b>5 451</b>
	Bénéficiaires de contrats aidés de la fonction publique <sup>(2)</sup>	192	198
	<b>Total y compris bénéficiaires de contrats aidés</b>	<b>5 641</b>	<b>5 648</b>
Organismes publics hors fonction publique non marchands	EPA nationaux de sécurité sociale, à recrutement de droit privé	14	15
	GIP nationaux et locaux (résultats partiels)	10	11
	Personnes morales droit public particulières	2	2
	Groupements de coopération sanitaires	1	2
	Associations syndicales autorisées	0	0
	Organismes consulaires	39	37
	Epic nationaux et locaux non marchands	42	43
	<b>Sous-total organismes hors FP non marchands</b>	<b>108</b>	<b>109</b>
Organismes publics hors fonction publique marchands	EPIC locaux marchands	71	72
	Personnes morales droit public secteur marchand	1	1
	<b>Sous-total organismes hors FP marchands</b>	<b>71</b>	<b>73</b>
	<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>182</b>
Organismes privés à financement public prédominant (secteur non marchand)	Associations	186	185
	Organismes de protection sociale	171	168
	Hôpitaux privés à but non lucratif	73	71
	Safer	1	1
	<b>Total</b>	<b>245</b>	<b>240</b>
Entreprises publiques (secteur marchand)	Epic marchand <sup>(3)</sup>	237	230
	Entreprises hors Epic <sup>(4)</sup>	349	340
	<b>Total</b>	<b>585</b>	<b>570</b>
Emploi privé hors service public (secteur marchand)	<b>Total</b>	<b>20 591</b>	<b>20 698</b>
Emploi total (salariés et non-salariés)	<b>Total<sup>(5)</sup></b>	<b>27 242</b>	<b>27 338</b>

Sources : Siasp, DADS, Recme, Insee ; enquête SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : métropole et DOM. COM et étranger compris pour les services de l'État.

(1) Y compris les enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat (142 100 en 2015)

(2) Les bénéficiaires d'emplois aidés sont décomptés à part dans la fonction publique et inclus dans les effectifs des autres organismes.

(3) Les Epic marchands proviennent de la ligne 5 (hors APU) et de la colonne 3 du tableau de synthèse

(4) Les entreprises hors Epic comprennent La Poste, EDF, Aéroports de Paris issus de la ligne 6 colonne 5 du tableau de synthèse + la partie des entreprises de la ligne 6 colonne 6 répertoriée dans les entreprises «de premier rang» du Recme (exemple: France Télévision, DCNS...).

(5) Différents concepts d'emploi coexistent. Celui retenu ici est «l'emploi total» qui comprend les salariés et les non-salariés en France entière, hors chômeurs, et qui constitue la référence la plus courante pour les comparaisons internationales.

## 1.2 Ensemble de la fonction publique

Figure 1.2-1 : Effectifs physiques au 31 décembre et en équivalent temps plein par versant de la fonction publique

	2014		2015		Évolution 2015/2014 (en %)	
	avec contrats aidés	hors contrats aidés	avec contrats aidés	hors contrats aidés	avec contrats aidés	hors contrats aidés
<b>Effectif au 31 décembre<sup>(1)</sup></b>						
FPE	2 475,6	2 392,6	2 477,5	2 398,0	+0,1	+0,2
FPT	1 981,5	1 894,7	1 984,2	1 889,3	+0,1	-0,3
FPH	1 183,6	1 161,1	1 186,6	1 163,3	+0,3	+0,2
<b>Ensemble</b>	<b>5 640,7</b>	<b>5 448,3</b>	<b>5 648,3</b>	<b>5 450,6</b>	<b>+0,1</b>	<b>+0,0</b>
<b>Volume de travail en équivalent temps plein<sup>(2)</sup></b>						
FPE	2 349,1	2 295,9	2 345,8	2 293,3	-0,1	-0,1
FPT	1 833,3	1 770,2	1 844,2	1 770,2	+0,6	-0,0
FPH	1 096,8	1 080,3	1 104,5	1 086,5	+0,7	+0,6
<b>Ensemble</b>	<b>5 279,2</b>	<b>5 146,4</b>	<b>5 294,5</b>	<b>5 150,0</b>	<b>+0,3</b>	<b>+0,1</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Postes principaux finaux au 31 décembre.

(2) Tout poste actif dans l'année.

Figure 1.2-2 : Effectifs physiques par type d'employeur dans les trois versants de la fonction publique au 31 décembre

	2014	2015	Évolution 2015/2014	
			en nombre	en %
<b>FPE</b>				
Ministères	1 911 702	1 913 674	1 972	+0,1
EPA nationaux	480 877	484 357	3 480	+0,7
<b>Total</b>	<b>2 392 579</b>	<b>2 398 031</b>	<b>5 452</b>	<b>+0,2</b>
<b>FPT</b>				
Communes <sup>(1)</sup>	1 034 795	1 021 856	-12 939	-1,3
Départements	295 337	300 376	5 039	+1,7
Régions	81 476	81 885	409	+0,5
<b>Total collectivités territoriales</b>	<b>1 411 608</b>	<b>1 404 117</b>	<b>-7 491</b>	<b>-0,5</b>
Établissements communaux <sup>(1)</sup>	133 317	130 825	-2 492	-1,9
Établissements intercommunaux <sup>(1)</sup>	274 090	279 137	5 047	+1,8
Établissement départementaux	67 254	67 027	-227	-0,3
Autres EPA locaux	8 386	8 204	-182	-2,2
<b>Total EPA locaux</b>	<b>483 047</b>	<b>485 193</b>	<b>2 146</b>	<b>+0,4</b>
<b>Total</b>	<b>1 894 655</b>	<b>1 889 310</b>	<b>-5 345</b>	<b>-0,3</b>
<b>FPH</b>				
Hopitaux	1 025 884	1 026 526	642	+0,1
Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)	96 107	97 350	1 243	+1,3
Autres établissements médico-sociaux	39 096	39 402	306	+0,8
<b>Total</b>	<b>1 161 087</b>	<b>1 163 278</b>	<b>2 191</b>	<b>+0,2</b>
<b>Total ensemble de la fonction publique</b>	<b>5 448 321</b>	<b>5 450 619</b>	<b>2 298</b>	<b>+0,0</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions concernant les effectifs des communes, des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution, compte tenu de probables modifications dans le mode de déclaration des collectivités (regroupement notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales.

Figure 1.2-3 : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique et en équivalent temps plein par région et département<sup>(1)</sup> au 31 décembre 2015

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>		Fonction publique territoriale <sup>(2)</sup>		Fonction publique hospitalière		Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>	
	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>230 616</b>	<b>216 257</b>	<b>212 798</b>	<b>189 954</b>	<b>141 025</b>	<b>128 737</b>	<b>584 439</b>	<b>534 948</b>
Allier	8 112	7 729	9 292	8 433	9 484	8 955	26 888	25 117
Cantal	3 699	3 497	4 580	4 136	3 723	3 498	12 002	11 131
Haute-Loire	5 265	4 914	5 368	4 740	3 683	3 295	14 316	12 948
Puy-de-Dôme	23 753	22 464	21 515	19 131	13 349	12 402	58 617	53 996
Ain	13 269	12 457	11 621	10 282	7 029	6 369	31 919	29 109
Ardèche	6 799	6 268	8 587	7 499	5 492	5 003	20 878	18 770
Drôme	12 093	11 180	12 430	11 034	8 269	7 498	32 792	29 712
Haute-Savoie	16 992	15 759	20 859	18 634	12 621	11 414	50 472	45 806
Isère	38 582	35 952	35 730	31 399	20 821	18 802	95 133	86 153
Loire	20 004	18 681	17 254	15 532	16 860	15 289	54 118	49 502
Rhône	70 069	66 191	50 688	45 951	31 356	28 676	152 113	140 818
Savoie	11 979	11 166	14 874	13 183	8 338	7 535	35 191	31 885
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	<b>80 953</b>	<b>76 209</b>	<b>71 077</b>	<b>63 267</b>	<b>61 298</b>	<b>56 541</b>	<b>213 328</b>	<b>196 018</b>
Côte-d'Or	20 386	19 315	14 627	13 173	11 891	11 124	46 904	43 612
Nièvre	5 314	5 021	6 103	5 560	5 027	4 743	16 444	15 324
Saône-et-Loire	13 054	12 295	13 486	11 968	12 041	11 100	38 581	35 364
Yonne	8 070	7 709	7 925	7 070	8 226	7 611	24 221	22 389
Doubs	18 214	16 981	13 994	12 491	12 573	11 400	44 781	40 872
Haute-Saône	5 478	5 096	4 581	3 903	2 816	2 578	12 875	11 576
Jura	6 227	5 836	6 486	5 608	5 991	5 438	18 704	16 883
Territoire de Belfort	4 210	3 957	3 875	3 494	2 733	2 546	10 818	9 997
<b>Bretagne</b>	<b>100 463</b>	<b>94 908</b>	<b>91 790</b>	<b>82 456</b>	<b>62 256</b>	<b>57 489</b>	<b>254 509</b>	<b>234 853</b>
Côtes-d'Armor	13 316	12 567	19 377	17 302	10 136	9 258	42 829	39 127
Finistère	27 841	26 420	23 390	21 175	18 529	17 187	69 760	64 782
Ille-et-Vilaine	41 694	39 273	29 911	26 892	18 800	17 390	90 405	83 555
Morbihan	17 612	16 648	19 112	17 087	14 791	13 653	51 515	47 389
<b>Centre-Val de Loire</b>	<b>69 524</b>	<b>66 175</b>	<b>66 657</b>	<b>60 554</b>	<b>50 663</b>	<b>47 459</b>	<b>186 844</b>	<b>174 188</b>
Cher	8 308	7 932	8 331	7 591	6 652	6 286	23 291	21 809
Eure-et-Loir	9 577	9 132	9 877	8 840	8 333	7 814	27 787	25 787
Indre	5 891	5 609	5 568	5 035	4 752	4 488	16 211	15 132
Indre-et-Loire	16 682	15 757	15 287	13 855	13 090	12 149	45 059	41 761
Loiret	21 626	20 680	19 160	17 626	11 191	10 521	51 977	48 827
Loir-et-Cher	7 440	7 065	8 434	7 606	6 645	6 201	22 519	20 872
<b>Corse</b>	<b>10 579</b>	<b>10 001</b>	<b>11 824</b>	<b>11 172</b>	<b>5 089</b>	<b>4 836</b>	<b>27 492</b>	<b>26 009</b>
Corse-du-Sud	4 963	4 711	7 113	6 759	2 957	2 832	15 033	14 303
Haute-Corse	5 616	5 290	4 711	4 412	2 132	2 004	12 459	11 706
<b>Grand-Est</b>	<b>169 944</b>	<b>160 739</b>	<b>126 480</b>	<b>112 930</b>	<b>107 686</b>	<b>99 432</b>	<b>404 110</b>	<b>373 100</b>
Bas-Rhin	37 234	35 372	24 791	22 451	21 579	19 821	83 604	77 644
Haut-Rhin	18 810	17 720	14 939	13 268	15 653	14 280	49 402	45 268
Ardennes	7 229	6 871	6 997	6 173	5 662	5 229	19 888	18 273
Aube	8 485	8 049	6 989	6 251	4 870	4 617	20 344	18 918
Haute-Marne	5 003	4 724	4 206	3 694	4 196	3 924	13 405	12 342
Marne	19 827	18 761	14 697	13 052	11 871	11 011	46 395	42 824
Meurthe-et-Moselle	28 387	26 791	17 075	15 286	16 120	14 918	61 582	56 995
Meuse	5 233	4 934	4 394	3 689	4 660	4 408	14 287	13 031
Moselle	30 748	29 059	23 379	21 039	13 937	12 776	68 064	62 874
Vosges	8 988	8 457	9 013	8 026	9 138	8 449	27 139	24 932

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

(2) Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement peuvent être mal localisés dans leur département de fonction. Ils représentent 4 % des agents territoriaux. ....

## 1.2 Ensemble de la fonction publique

Figure 1.2-3 (suite) : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique et en équivalent temps plein par région et département<sup>(1)</sup> au 31 décembre 2015

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>		Fonction publique territoriale <sup>(2)</sup>		Fonction publique hospitalière		Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>	
	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP
<b>Hauts-de-France</b>	<b>175 051</b>	<b>165 996</b>	<b>160 415</b>	<b>144 613</b>	<b>112 543</b>	<b>104 462</b>	<b>448 009</b>	<b>415 070</b>
Nord	84 717	80 120	74 599	67 827	52 054	48 170	211 370	196 117
Pas-de-Calais	39 080	37 021	37 978	34 412	20 999	19 490	98 057	90 923
Aisne	13 433	12 792	12 699	11 226	11 902	11 081	38 034	35 099
Oise	19 737	18 872	17 322	15 519	13 023	12 260	50 082	46 651
Somme	18 084	17 191	17 817	15 628	14 565	13 462	50 466	46 281
<b>Île-de-France</b>	<b>504 857</b>	<b>481 638</b>	<b>366 224</b>	<b>334 319</b>	<b>183 369</b>	<b>169 428</b>	<b>1 054 450</b>	<b>985 385</b>
Essonne	44 073	41 384	36 076	33 007	14 648	13 650	94 797	88 041
Hauts-de-Seine	49 670	47 501	48 323	43 964	17 505	16 108	115 498	107 574
Paris	190 333	181 542	79 677	71 650	59 949	54 924	329 959	308 117
Seine-et-Marne	37 766	36 329	35 214	32 258	14 428	13 371	87 408	81 958
Seine-Saint-Denis	55 962	53 686	52 870	48 723	17 480	16 234	126 312	118 643
Val-de-Marne	48 013	46 037	44 715	41 221	27 199	25 315	119 927	112 573
Val-d'Oise	34 218	32 730	31 866	29 287	15 859	14 809	81 943	76 826
Yvelines	44 822	42 428	37 483	34 209	16 301	15 017	98 606	91 653
<b>Normandie</b>	<b>91 415</b>	<b>86 908</b>	<b>93 332</b>	<b>83 122</b>	<b>66 494</b>	<b>61 706</b>	<b>251 241</b>	<b>231 736</b>
Calvados	20 937	19 980	19 790	17 674	14 201	13 192	54 928	50 756
Manche	12 333	11 769	13 075	11 599	9 534	8 842	34 942	32 210
Orne	6 858	6 558	6 672	5 847	6 783	6 355	20 313	18 761
Eure	13 290	12 655	15 259	13 411	7 730	7 291	36 279	33 356
Seine-Maritime	37 997	36 036	38 536	34 591	28 246	26 025	104 779	96 653
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>168 537</b>	<b>160 547</b>	<b>179 242</b>	<b>163 306</b>	<b>112 561</b>	<b>105 736</b>	<b>460 340</b>	<b>429 589</b>
Dordogne	9 169	8 737	12 429	11 096	8 816	8 316	30 414	28 149
Gironde	54 734	52 234	47 888	44 352	24 899	23 498	127 521	120 084
Landes	9 026	8 633	14 902	13 554	6 196	5 874	30 124	28 060
Lot-et-Garonne	7 656	7 275	7 853	7 164	6 583	6 165	22 092	20 603
Pyrénées-Atlantiques	17 798	16 780	18 275	16 345	9 973	9 336	46 046	42 461
Corrèze	5 956	5 686	7 130	6 531	5 982	5 641	19 082	17 858
Creuse	3 019	2 876	3 836	3 413	3 417	3 273	10 272	9 562
Haute-Vienne	12 731	12 172	12 200	11 189	11 598	10 908	36 529	34 270
Charente	8 053	7 682	10 095	9 152	6 138	5 757	24 286	22 590
Charente-Maritime	15 905	15 210	17 582	16 034	11 382	10 660	44 869	41 905
Deux-Sèvres	7 889	7 482	12 204	10 864	7 373	6 842	27 466	25 188
Vienne	16 601	15 780	14 848	13 612	10 204	9 467	41 653	38 859
<b>Occitanie</b>	<b>173 061</b>	<b>163 239</b>	<b>181 770</b>	<b>164 532</b>	<b>90 597</b>	<b>84 305</b>	<b>445 428</b>	<b>412 076</b>
Aude	8 126	7 687	12 934	11 442	5 066	4 727	26 126	23 857
Gard	18 998	17 807	19 372	17 691	11 771	10 937	50 141	46 435
Hérault	38 553	36 269	38 156	34 869	17 260	15 842	93 969	86 980
Lozère	2 786	2 624	2 369	2 105	1 949	1 802	7 104	6 530
Pyrénées-Orientales	12 038	11 415	14 656	13 518	5 937	5 590	32 631	30 523
Ariège	3 730	3 509	4 881	4 336	3 513	3 262	12 124	11 107
Aveyron	6 238	5 829	7 439	6 581	5 578	5 156	19 255	17 565
Gers	4 132	3 904	6 429	5 573	3 741	3 521	14 302	12 997
Haute-Garonne	53 193	50 370	45 758	41 595	18 659	17 544	117 610	109 509
Hautes-Pyrénées	6 213	5 911	6 645	6 060	5 690	5 283	18 548	17 254
Lot	3 722	3 512	5 538	4 849	2 761	2 560	12 021	10 921
Tarn	8 952	8 347	10 818	9 777	5 054	4 690	24 824	22 813
Tarn-et-Garonne	6 380	6 056	6 775	6 136	3 618	3 392	16 773	15 584

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

(2) Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement peuvent être mal localisés dans leur département de fonction. Ils représentent 4 % des agents territoriaux. ....

Figure 1.2-3 (fin) : Effectifs physiques dans les trois versants de la fonction publique et en équivalent temps plein par région et département<sup>(1)</sup> au 31 décembre 2015

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>		Fonction publique territoriale <sup>(2)</sup>		Fonction publique hospitalière		Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>	
	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP	Effectifs physiques	Effectifs en ETP
<b>Pays de la Loire</b>	<b>97 930</b>	<b>92 078</b>	<b>94 620</b>	<b>84 497</b>	<b>65 187</b>	<b>59 810</b>	<b>257 737</b>	<b>236 386</b>
Loire-Atlantique	42 916	40 285	36 691	33 085	22 402	20 451	102 009	93 821
Maine-et-Loire	21 735	20 439	18 475	16 301	15 259	14 021	55 469	50 761
Mayenne	6 792	6 357	7 939	7 038	7 182	6 627	21 913	20 021
Sarthe	14 016	13 259	14 002	12 463	10 464	9 621	38 482	35 343
Vendée	12 471	11 739	17 513	15 611	9 880	9 091	39 864	36 440
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>	<b>155 375</b>	<b>146 906</b>	<b>163 542</b>	<b>152 260</b>	<b>76 449</b>	<b>70 956</b>	<b>395 366</b>	<b>370 122</b>
Alpes-de-Haute-Provence	4 175	3 875	5 694	5 095	3 222	2 978	13 091	11 948
Alpes-Maritimes	29 645	28 245	39 826	36 729	15 800	14 898	85 271	79 872
Bouches-du-Rhône	72 887	68 851	64 228	60 502	30 816	28 482	167 931	157 836
Hautes-Alpes	3 944	3 644	5 040	4 454	3 243	2 936	12 227	11 033
Var	29 953	28 595	32 118	30 076	12 685	11 823	74 756	70 494
Vaucluse	14 771	13 696	16 636	15 404	10 683	9 839	42 090	38 939
<b>Total Métropole</b>	<b>2 028 305</b>	<b>1 921 600</b>	<b>1 819 771</b>	<b>1 646 982</b>	<b>1 135 217</b>	<b>1 050 898</b>	<b>4 983 293</b>	<b>4 619 480</b>
<b>DOM</b>	<b>69 399</b>	<b>66 200</b>	<b>69 539</b>	<b>66 081</b>	<b>28 061</b>	<b>27 253</b>	<b>166 999</b>	<b>159 534</b>
Guadeloupe	15 271	14 565	14 914	14 134	6 655	6 475	36 840	35 174
Martinique	14 159	13 554	15 833	14 932	8 212	8 041	38 204	36 528
Guyane	11 037	10 685	7 966	7 725	3 249	3 150	22 252	21 560
La Réunion	28 932	27 395	30 826	29 290	9 945	9 587	69 703	66 272
<b>Total France entière, agents civils<sup>(1)</sup></b>	<b>2 097 704</b>	<b>1 987 801</b>	<b>1 889 310</b>	<b>1 713 062</b>	<b>1 163 278</b>	<b>1 078 151</b>	<b>5 150 292</b>	<b>4 779 014</b>
<b>Total France entière, y compris militaires</b>	<b>2 398 031</b>	<b>2 282 535</b>	<b>1 889 310</b>	<b>1 713 062</b>	<b>1 163 278</b>	<b>1 078 151</b>	<b>5 450 619</b>	<b>5 073 748</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

(2) Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement peuvent être mal localisés dans leur département de fonction. Ils représentent 4 % des agents territoriaux.

## 1.2 Ensemble de la fonction publique

**Figure 1.2-4 : Taux d'administration (à partir des effectifs en équivalent temps plein) par région<sup>(1)</sup> au 31 décembre 2015**  
[en %.]

	Fonction publique de l'État, civils <sup>(1)</sup>	Fonction publique territoriale	Fonction publique hospitalière	Total fonction publique, civils <sup>(1)</sup>
Auvergne-Rhône-Alpes	27,5	24,1	16,3	67,9
Bourgogne-Franche-Comté	27,0	22,4	20,0	69,5
Bretagne	28,8	25,0	17,5	71,3
Centre-Val de Loire	25,6	23,4	18,4	67,5
Corse	30,6	34,2	14,8	79,6
Grand-Est	28,9	20,3	17,9	67,1
Hauts-de-France	27,6	24,1	17,4	69,1
Île-de-France	39,9	27,7	14,0	81,6
Normandie	26,1	24,9	18,5	69,5
Nouvelle-Aquitaine	27,2	27,7	17,9	72,8
Occitanie	28,2	28,4	14,6	71,1
Pays-de-La-Loire	24,8	22,7	16,1	63,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29,4	30,5	14,2	74,2
<b>France métropolitaine</b>	<b>29,9</b>	<b>25,6</b>	<b>16,3</b>	<b>71,9</b>
<b>DOM</b>	<b>35,3</b>	<b>35,2</b>	<b>14,5</b>	<b>85,0</b>
Guadeloupe	36,4	35,3	16,2	87,9
Martinique	35,8	39,5	21,3	96,6
Guyane	42,0	30,3	12,4	84,7
La Réunion	32,5	34,7	11,4	78,6
<b>Total métropole + DOM</b>	<b>30,0</b>	<b>25,9</b>	<b>16,3</b>	<b>72,2</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

Lecture : Au 31 décembre 2015, la région Auvergne-Rhône-Alpes compte 24,1 agents territoriaux pour 1 000 habitants.

**Figure 1.2-5 : Effectifs physiques de la fonction publique par versant au 31 décembre**

		2014	2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2005 (en %)	Évolution 2015/2014 (en %)
FPE	Ministères	1 911 702	1 913 674	-2,3	0,1
	EPA nationaux	480 877	484 357	7,5	0,7
	<b>Total</b>	<b>2 392 579</b>	<b>2 398 031</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,2</b>
FPT	Collectivités territoriales	1 411 608	1 404 117	1,6	-0,5
	EPA locaux	483 047	485 193	2,8	0,4
	<b>Total</b>	<b>1 894 655</b>	<b>1 889 310</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,3</b>
FPH		1 161 087	1 163 278	1,0	0,2
<b>Ensemble de la fonction publique</b>		<b>5 448 321</b>	<b>5 450 619</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
Emploi total (en milliers) <sup>(1)</sup>		27 242	27 338	0,4	0,4
Part de l'emploi public dans l'emploi total (en %) <sup>(2)</sup>		20,0	19,9		

Sources : FGE, Colter, DADS, Siasp, Insee ; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

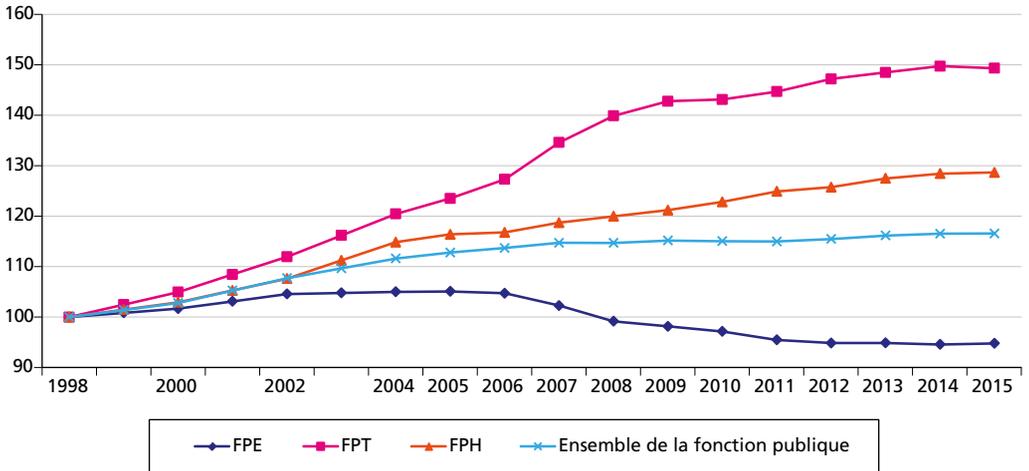
Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Emploi en France entière, hors contingent, soit les salariés + les non-salariés.

(2) Rapport en FPE+FPT+FPH/emploi total.

Figure 1.2-6 : Évolution des effectifs physiques de la fonction publique par versant entre le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 2015

(base 100 au 31 décembre 1998)



Sources : FGE, Colter, DADS, Siasp, Insee ; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : Selon la direction générale des collectivités (DGCL), environ 135 000 personnes physiques ont été transférées de 2006 à 2011 de l'État à la fonction publique territoriale dans le cadre de la loi Libertés et responsabilités locales de 2004. Voir également Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, Faits et chiffres, édition 2009-2010.

## 1 1.2 Ensemble de la fonction publique


**Figure 1.2-7 : Effectifs physiques des trois versants de la fonction publique par statut au 31 décembre**

		2014	2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2005 (en %)	Évolution 2015/2014 (en %)
FPE	Fonctionnaires	1 537 855	1 542 419	-1,6	0,3
	Contractuels	375 652	378 939	2,2	0,9
	Militaires et militaires volontaires	303 392	300 327	-1,4	-1,0
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	175 680	176 346	-1,3	0,4
	<b>Total</b>	<b>2 392 579</b>	<b>2 398 031</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,2</b>
	Part des contractuels (en %)	<b>15,7</b>	<b>15,8</b>		
FPT	Fonctionnaires <sup>(2)</sup>	1 468 020	1 472 339	2,1	0,3
	Contractuels <sup>(2)</sup>	364 199	355 992	1,5	-2,3
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	62 436	60 979	-0,4	-2,3
	<b>Total</b>	<b>1 894 655</b>	<b>1 889 310</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,3</b>
	Part des contractuels (en %)	<b>19,2</b>	<b>18,8</b>		
FPH	Fonctionnaires	838 375	836 373	0,3	-0,2
	Contractuels	202 778	205 280	3,7	1,2
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	119 934	121 625	1,8	1,4
	<b>Total</b>	<b>1 161 087</b>	<b>1 163 278</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>
	Part des contractuels (en %)	<b>17,5</b>	<b>17,6</b>		
Ensemble de la fonction publique	Fonctionnaires <sup>(2)</sup>	3 844 250	3 851 131	0,1	0,2
	Contractuels <sup>(2)</sup>	942 629	940 211	2,2	-0,3
	Militaires et militaires volontaires <sup>(2)</sup>	303 392	300 327	-1,4	-1,0
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	358 050	358 950	-0,2	0,3
	<b>Total</b>	<b>5 448 321</b>	<b>5 450 619</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>
	Part des contractuels (en %)	<b>17,3</b>	<b>17,2</b>		

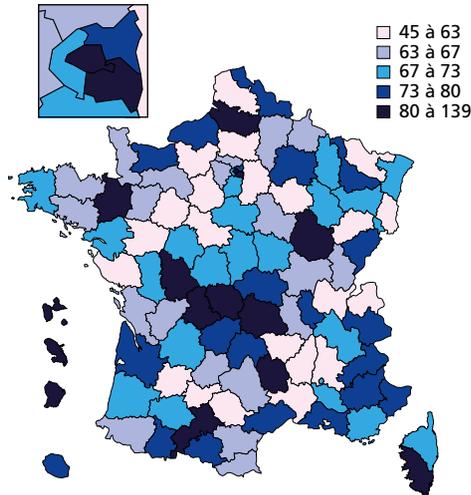
Sources : FGE, Colter, DADS, Siasp, Insee ; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) La catégorie «Autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(2) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT, les militaires sont regroupés avec les fonctionnaires et les militaires volontaires avec les contractuels (au total, 2 100 sapeurs-pompiers de Marseille).

**Figure 1.2-8 : Taux d'administration des trois versants de la fonction publique, agents civils, par département au 31 décembre 2015**  
[en %.]

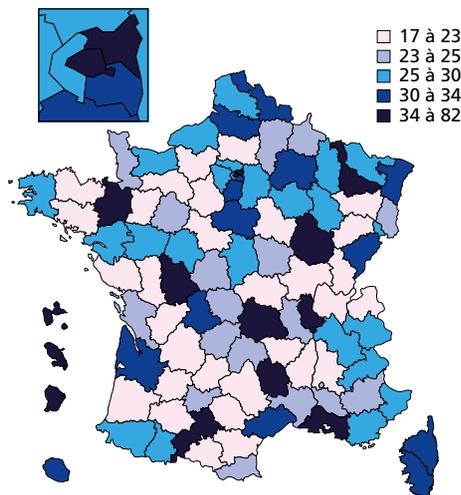


Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Ensemble de la fonction publique. Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étrangers. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration : nombre d'agents civils de la fonction publique (converti en équivalent temps plein) pour 1 000 habitants. France entière = 72,2 % ; France métropolitaine = 71,9 %.

**Figure 1.2-9 : Taux d'administration de la fonction publique de l'État, agents civils, par département au 31 décembre 2015**  
[en %.]



Source : Siaspp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

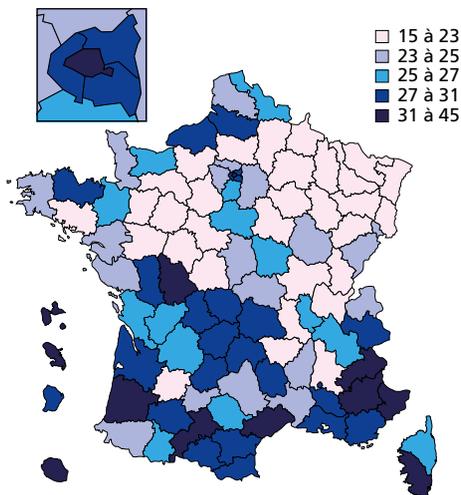
Champ : FPE. Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration : nombre d'agents civils de la fonction publique (converti en équivalent temps plein) pour 1 000 habitants. France entière = 30,0 % ; France métropolitaine = 29,9 %.

## 1.2 Ensemble de la fonction publique

**Figure 1.2-10 : Taux d'administration de la fonction publique territoriale par département au 31 décembre 2015**

[en %]



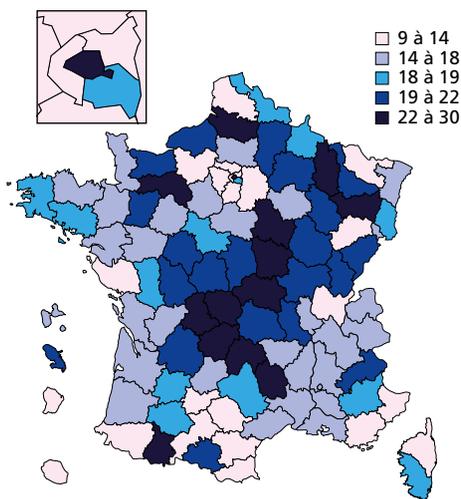
Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : FPT. Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration : nombre d'agents civils de la fonction publique (converti en équivalent temps plein) pour 1 000 habitants. France entière = 25,9 % ; France métropolitaine = 25,6 %

**Figure 1.2-11 : Taux d'administration de la fonction publique hospitalière par département au 31 décembre 2015**

[en %]



Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : FPH. Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Taux d'administration : nombre d'agents civils de la fonction publique (converti en équivalent temps plein) pour 1 000 habitants. France entière = 16,3 % ; France métropolitaine = 16,3 %

Figure 1.3-1 : Répartition des effectifs physiques de la fonction publique de l'État entre ministères et établissements publics à caractère administratif au 31 décembre

	2015						Effectifs totaux (ministères + EPA) fin 2014	Évolution des effectifs totaux entre 2014 et 2015 (en %)
	Effectifs totaux (ministères + EPA)	Effectifs des ministères	Effectifs des EPA	dont contractuels des EPA	Part des effectifs dans les EPA (en %)	dont effectifs dans les EPA en situation dérogatoire (en %) <sup>(1)</sup>		
Affaires étrangères et Développement international <sup>(2)</sup>	3 764	3 598	166	38	4,4	0,0	3 742	0,6
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	44 914	32 314	12 600	9 592	28,1	5,7	45 373	-1,0
Culture et Communication	25 574	11 200	14 374	10 795	56,2	73,9	25 046	2,1
Défense	267 192	258 906	8 286	4 695	3,1	35,7	270 638	-1,3
Écologie, Développement durable, Énergie et Logement	76 532	53 939	22 593	6 872	29,5	29,4	79 434	-3,7
Ministères économiques et financiers <sup>(2)</sup>	158 627	146 652	11 975	6 939	7,5	77,7	161 425	-1,7
<i>Finances et Comptes publics</i>	151 853	139 878	11 975	6 939	7,9	77,7	159 943	ns
<i>Économie, Redressement productif et Numérique</i>	6 774	6 774	-	-	0,0	-	1 482	ns
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	1 342 971	1 011 288	331 683	160 505	24,7	3,7	1 327 986	1,1
Intérieur et Outre-mer	288 219	285 957	2 262	1 412	0,8	50,7	288 463	-0,1
<i>Police</i>	140 723	140 723	-	-	-	-	139 230	1,1
<i>Outre-mer</i>	1 499	1 499	-	-	-	-	1 516	-1,1
<i>Intérieur, autre</i>	145 997	143 735	2 262	1 412	1,5	50,7	147 717	-1,2
Justice	80 639	79 780	859	281	1,1	13,0	79 694	1,2
Services du Premier ministre	10 131	9 579	552	241	5,4	0,0	10 360	-2,2
Ministères sociaux	99 468	20 461	79 007	66 749	79,4	80,0	100 418	-0,9
<i>Affaires sociales</i>	34 124	10 477	23 647	13 270	69,3	44,4	34 240	-0,3
<i>Travail, Emploi et Dialogue social</i>	62 664	9 984	52 680	52 471	84,1	99,9	63 446	-1,2
<i>Sports</i>	2 680	-	2 680	1 008	100,0	2,6	2 732	-1,9
<b>Total</b>	<b>2 398 031</b>	<b>1 913 674</b>	<b>484 357</b>	<b>268 119</b>	<b>20,2</b>	<b>22,1</b>	<b>2 392 579</b>	<b>0,2</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Développement durable et Énergie.

Note de lecture : 5,7 % des effectifs des EPA du ministère de l'Agriculture, Alimentation et Forêt relèvent d'un EPA dérogatoire.

(1) EPA en situation dérogatoire : EPA dans lequel le statut normal de recrutement est celui de contractuel, soit de droit public, soit, dans certains cas, de droit privé. La dérogation au principe selon lequel les emplois peuvent être pourvus par des contractuels concerne, selon les cas, tous les emplois de l'EPA (par exemple, Pôle emploi) ou certains emplois (par exemple, emploi de personnel ouvrier des Crous).

(2) Ne figurent ici que les agents en poste en France métropolitaine et dans les DOM (hors Mayotte), soit moins de 20 % des effectifs du ministère des Affaires étrangères en EQTP.

(3) Les évolutions des effectifs au sein des ministères économiques et financiers s'expliquent notamment par le changement de tutelle du programme Lof « Développement des entreprises et du tourisme » (5 200 agents au 31 décembre 2015), du ministère des Finances vers le ministère de l'Économie.

ns : non significatif

## 1 1.3 Fonction publique de l'État

Figure 1.3-2 : Effectifs physiques des établissements publics à caractère administratif (EPA) par catégorie hiérarchique au 31 décembre 2015

	Statut	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Indéterminée	Ensemble	Part des femmes (en %)
EPA nationaux à recrutement de droit public non dérogatoires <sup>(1)</sup>	Fonctionnaires	125 454	33 995	36 763	255	196 467	49,3
	Contractuels <sup>(3)</sup>	61 925	78 935	22 590	13 357	176 807	57,5
	Militaires et militaires volontaires	s	292	665	s	1 047	68,3
	Autres catégories et statuts <sup>(4)</sup>	s	460	1 236	s	3 156	33,7
	<b>Total</b>	<b>188 920</b>	<b>113 682</b>	<b>61 254</b>	<b>13 621</b>	<b>377 477</b>	<b>53,1</b>
	Part des femmes (en %)	43,7	62,0	64,8	55,3	53,1	
EPA nationaux à recrutement de droit public dérogatoires <sup>(1)</sup>	Fonctionnaires	2 449	4 319	6 368	117	13 253	54,4
	Contractuels <sup>(3)</sup>	19 102	24 783	45 499	1 928	91 312	67,3
	Militaires et militaires volontaires	s	.	.	s	8	12,5
	Autres catégories et statuts <sup>(4)</sup>	s	38	1 072	s	2 307	51,4
	<b>Total</b>	<b>22 751</b>	<b>29 140</b>	<b>52 939</b>	<b>2 050</b>	<b>106 880</b>	<b>65,3</b>
	Part des femmes (en %)	50,4	69,7	69,8	52,5	65,3	
EPA nationaux à recrutement de droit privé <sup>(2)</sup>	Fonctionnaires	27	.	.	.	27	48,1
	Contractuels <sup>(3)</sup>	5 649	3 118	4 516	.	13 283	71,9
	Autres catégories et statuts <sup>(4)</sup>	1 710	.	7	.	1 717	61,0
	<b>Total</b>	<b>7 386</b>	<b>3 118</b>	<b>4 523</b>	.	<b>15 027</b>	<b>70,7</b>
		Part des femmes (en %)	57,6	79,1	86,2	.	70,7

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Y compris les agents des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) de l'Éducation nationale et les EPL de l'enseignement agricole recrutés sur ressources propres, y compris les élèves fonctionnaires rémunérés durant leur formation (IRA, ENA, IUFM, École polytechnique, École nationale de la magistrature, etc.). Ne comprend pas les agents payés directement par l'État, notamment dans les établissements supérieurs d'enseignement (universités, par exemple).

(2) Caisse nationale de Sécurité sociale (Acos, Cnamts, Cnaf, Cnavts) et École nationale supérieure de sécurité sociale (EN3S).

(3) Certaines populations de contractuels peuvent avoir été mal identifiées et classées par défaut en catégorie C.

(4) Dans la FPE, la catégorie «Autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, des ouvriers de l'État et des apprentis.

EPA en situation dérogatoire : EPA dans lequel le statut normal de recrutement est celui de non-titulaire, soit de droit public, soit, dans certains cas, de droit privé. La dérogation au principe selon lequel les emplois peuvent être pourvus par des non-titulaires concerne, selon les cas, tous les emplois de l'EPA (par exemple, Pôle emploi) ou certains emplois (par exemple, emplois de personnel ouvrier des Crous).

s : soumis au secret statistique

Figure 1.3-3 : Effectifs physiques et en équivalent temps plein dans les ministères par statut au 31 décembre

	2014		2015									
	Effectifs physiques	ETP	Fonctionnaires		Contractuels		Militaires et militaires volontaires		Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>		Total	
			Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP	Effectifs physiques	ETP
Affaires étrangères et Développement international <sup>(2)</sup>	3 583	3 483	2 886	2 836	576	545	110	110	26	25	3 598	3 515
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	32 306	30 532	23 823	23 054	3 696	3 112	17	17	4 778	4 385	32 314	30 567
Culture et Communication	11 189	10 782	9 644	9 431	1 529	1 350	6	6	21	21	11 200	10 808
Défense	262 388	259 914	34 637	33 774	7 221	6 847	196 084	193 840	20 964	20 928	258 906	255 389
Écologie, Développement durable, Énergie et Logement	56 902	55 420	47 203	46 021	2 614	2 416	290	290	3 832	3 819	53 939	52 546
Ministères économiques et financiers <sup>(3)</sup>	149 410	142 699	140 408	135 126	5 642	4 566	87	85	515	466	146 652	140 243
<i>Finances et Comptes publics</i>	147 928	141 349	134 605	129 483	4 691	3 771	74	72	508	459	139 878	133 785
<i>Économie, Redressement productif et Numérique</i>	1 482	1 351	5 803	5 643	951	795	13	13	7	7	6 774	6 458
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	1 000 053	955 086	807 944	784 814	64 751	51 524	48	48	138 545	129 585	1 011 288	965 970
Intérieur et Outre-mer	286 249	280 730	166 901	164 538	14 645	13 238	102 511	99 208	1 900	1 826	285 957	278 810
<i>Police</i>	139 230	137 065	127 619	126 540	11 946	10 656	205	204	953	928	140 723	138 329
<i>Outre-mer</i>	1 516	1 463	45	45	14	14	1 430	1 082	10	10	1 499	1 150
<i>Intérieur, autre</i>	145 503	142 202	39 237	37 953	2 685	2 568	100 876	97 922	937	888	143 735	139 331
Justice	78 857	75 732	73 439	71 561	6 130	4 765	66	66	145	137	79 780	76 529
Services du Premier ministre	9 818	9 460	7 259	7 119	2 237	2 066	36	36	47	43	9 579	9 264
Ministères sociaux	20 947	20 212	18 555	17 972	1 779	1 662	17	17	110	105	20 461	19 755
<i>Affaires sociales</i>	10 803	10 453	9 317	9 067	1 110	1 023	s	s	s	s	10 477	10 139
<i>Travail, Emploi et Dialogue social</i>	10 144	9 760	9 238	8 905	669	638	s	s	s	s	9 984	9 616
<b>Total</b>	<b>1 911 702</b>	<b>1 844 050</b>	<b>1 332 699</b>	<b>1 296 246</b>	<b>110 820</b>	<b>92 089</b>	<b>299 272</b>	<b>293 722</b>	<b>170 883</b>	<b>161 338</b>	<b>1 913 674</b>	<b>1 843 396</b>
<b>Total hors enseignants</b>	<b>1 029 721</b>	<b>995 466</b>	<b>620 162</b>	<b>603 644</b>	<b>76 152</b>	<b>61 189</b>	<b>299 257</b>	<b>293 708</b>	<b>29 099</b>	<b>28 853</b>	<b>1 024 670</b>	<b>987 393</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Développement durable, Énergie et Logement.

(1) Dans la FPE, la catégorie «Autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, des ouvriers d'État et des apprentis.

(2) Ne figurent ici que les agents en poste en France métropolitaine et dans les DOM (hors Mayotte), soit moins de 20 % des effectifs du ministère des Affaires étrangères en EQTP.

(3) Les évolutions des effectifs au sein des ministères économiques et financiers s'expliquent notamment par le changement de tutelle du programme Lolf «Développement des entreprises et du tourisme» (5 200 agents au 31 décembre 2015), du ministère des Finances vers le ministère de l'Économie.

s : soumis au secret statistique.

## 1 1.3 Fonction publique de l'État

Figure 1.3-4 : Effectifs physiques des enseignants par type d'employeur et ministère au 31 décembre 2015

		Enseignants <sup>(1)</sup>	Hors enseignants	Part des enseignants (en %)	Part des fonctionnaires parmi les enseignants (en %)
<b>Ministères</b>	Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	11 941	20 373	37,0	60,4
	Culture et Communication	1 243	9 957	11,1	73,1
	Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	872 548	138 740	86,3	80,4
	Autres ministères	3 272	855 600	0,4	99,0
	<b>Total</b>	<b>889 004</b>	<b>1 024 670</b>	<b>46,5</b>	<b>80,2</b>
<b>EPA</b>	Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	1 444	11 156	11,5	15,3
	Culture et Communication	819	13 555	5,7	3,4
	Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	82 492	249 191	24,9	84,7
	Autres ministères	1 591	124 109	1,3	54,0
	<b>Total</b>	<b>86 346</b>	<b>398 011</b>	<b>17,8</b>	<b>82,2</b>
<b>Total</b>		<b>975 350</b>	<b>1 422 681</b>	<b>40,7</b>	<b>80,3</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

(1) Y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

Figure 1.3-5 : Effectifs physiques des agents civils<sup>(1)</sup> des ministères par région et ministère au 31 décembre 2015

	Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	Intérieur et Outre-mer	Ministères économique et financier	Justice	Défense	Écologie, Développement durable, Énergie et Logement	Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	Autres ministères <sup>(2)</sup>	Total, agents civils
Auvergne-Rhône-Alpes	119 677	15 646	15 224	7 595	4 332	5 295	4 184	2 985	174 938
Bourgogne-Franche-Comté	42 843	5 236	5 488	4 019	1 062	2 117	2 313	1 240	64 318
Bretagne	47 522	5 353	6 166	2 987	8 494	3 467	2 704	1 124	77 817
Centre-Val de Loire	37 087	4 485	4 489	2 656	3 557	1 609	1 354	1 017	56 254
Corse	4 526	1 329	888	555	140	660	239	283	8 620
Grand-Est	84 299	13 418	10 780	7 439	5 197	4 548	2 240	2 243	130 164
Hauts-de-France	99 311	14 554	10 718	8 030	1 107	3 263	1 740	2 110	140 833
Île-de-France	193 117	66 761	42 085	17 358	16 169	11 466	3 528	22 372	372 856
Normandie	50 677	6 248	6 233	3 590	1 804	2 572	1 472	1 258	73 854
Nouvelle-Aquitaine	81 512	12 111	11 661	6 457	6 883	5 387	3 699	2 619	130 329
Occitanie	81 674	13 235	11 951	6 092	2 346	5 290	4 323	2 313	127 224
Pays de la Loire	54 718	5 008	6 992	2 876	1 373	2 190	2 511	2 109	77 777
Provence-Alpes-Côte d'Azur	72 561	15 111	9 884	7 064	9 636	3 765	1 210	2 089	121 320
<b>Total métropole</b>	<b>969 524</b>	<b>178 495</b>	<b>142 559</b>	<b>76 718</b>	<b>62 100</b>	<b>51 629</b>	<b>31 517</b>	<b>43 762</b>	<b>1 556 304</b>
Guadeloupe	8 373	1 214	1 135	742	31	497	195	247	12 434
Martinique	7 830	1 236	1 143	677	225	529	198	208	12 046
Guyane	6 941	956	464	466	219	496	145	150	9 837
La Réunion	18 572	1 545	1 264	1 111	247	498	242	302	23 781
<b>DOM</b>	<b>41 716</b>	<b>4 951</b>	<b>4 006</b>	<b>2 996</b>	<b>722</b>	<b>2 020</b>	<b>780</b>	<b>907</b>	<b>58 098</b>
<b>Total métropole + DOM</b>	<b>1 011 240</b>	<b>183 446</b>	<b>146 565</b>	<b>79 714</b>	<b>62 822</b>	<b>53 649</b>	<b>32 297</b>	<b>44 669</b>	<b>1 614 402</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, agents civils, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les effectifs des militaires ne sont pas localisables.

(2) Les autres ministères regroupent les ministères suivants : Affaires étrangères et Développement international, Culture et Communication, Affaires sociales, Travail, Emploi et Dialogue social, Sports et Services du Premier ministre.

## 1 1.3 Fonction publique de l'État


**Figure 1.3-6 : Évolution des effectifs physiques au 31 décembre 2015 des ministères et de leurs EPA rattachés**

		2014	2015	Évolution annuelle moyenne entre 2005 et 2015 (en %)	Évolution entre 2014 et 2015 (en %)
Affaires étrangères et Développement international <sup>(1)</sup>	Ministère	3 583	3 598	-1,2	0,4
	EPA	159	166	-16,0	4,4
	<b>Total</b>	<b>3 742</b>	<b>3 764</b>	<b>-2,8</b>	<b>0,6</b>
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	Ministère	32 306	32 314	-2,5	0,0
	EPA	13 067	12 600	0,5	-3,6
	<b>Total</b>	<b>45 373</b>	<b>44 914</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,0</b>
Culture et Communication	Ministère	11 189	11 200	-2,1	0,1
	EPA	13 857	14 374	3,3	3,7
	<b>Total</b>	<b>25 046</b>	<b>25 574</b>	<b>0,6</b>	<b>2,1</b>
Défense	Ministère	262 388	258 906	-4,8	-1,3
	EPA	8 250	8 286	1,9	0,4
	<b>Total</b>	<b>270 638</b>	<b>267 192</b>	<b>-4,7</b>	<b>-1,3</b>
Écologie, Développement durable, Énergie et Logement	Ministère	56 902	53 939	-7,1	-5,2
	EPA	22 532	22 593	7,4	0,3
	<b>Total</b>	<b>79 434</b>	<b>76 532</b>	<b>-4,7</b>	<b>-3,7</b>
Ministères économiques et financiers	Ministère	149 410	146 652	-2,5	-1,8
	EPA	12 015	11 975	2,3	-0,3
	<b>Total</b>	<b>161 425</b>	<b>158 627</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,7</b>
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	Ministère	1 000 053	1 011 288	-2,6	1,1
	EPA	327 933	331 683	8,9	1,1
	<b>Total</b>	<b>1 327 986</b>	<b>1 342 971</b>	<b>-0,9</b>	<b>1,1</b>
Intérieur et Outre-mer	Ministère	286 249	285 957	3,6	-0,1
	EPA	2 214	2 262	50,9	2,2
	<b>Total</b>	<b>288 463</b>	<b>288 219</b>	<b>3,6</b>	<b>-0,1</b>
Justice	Ministère	78 857	79 780	0,7	1,2
	EPA	837	859	-4,6	2,6
	<b>Total</b>	<b>79 694</b>	<b>80 639</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>
Services du Premier ministre	Ministère	9 818	9 579	11,4	-2,4
	EPA	542	552	-9,8	1,8
	<b>Total</b>	<b>10 360</b>	<b>10 131</b>	<b>7,8</b>	<b>-2,2</b>
Ministères sociaux	Ministère	20 947	20 461	-5,5	-2,3
	EPA	79 471	79 007	6,7	-0,6
	<b>Total</b>	<b>100 418</b>	<b>99 468</b>	<b>2,5</b>	<b>-0,9</b>
<b>Total</b>	Ministère	<b>1 911 702</b>	<b>1 913 674</b>	<b>-2,3</b>	<b>0,1</b>
	EPA	<b>480 877</b>	<b>484 357</b>	<b>7,5</b>	<b>0,7</b>
	<b>Total</b>	<b>2 392 579</b>	<b>2 398 031</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,2</b>
<b>Total métropole + DOM (Hors Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche)</b>	Ministère	<b>911 649</b>	<b>902 386</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,0</b>
	EPA	<b>152 944</b>	<b>152 674</b>	<b>4,8</b>	<b>-0,2</b>
	<b>Total</b>	<b>1 064 593</b>	<b>1 055 060</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,9</b>

Source : FGE, Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Ne figurent ici que les agents en poste en France métropolitaine et dans les DOM (hors Mayotte), soit moins de 20 % des effectifs du ministère des Affaires étrangères en EQTP.

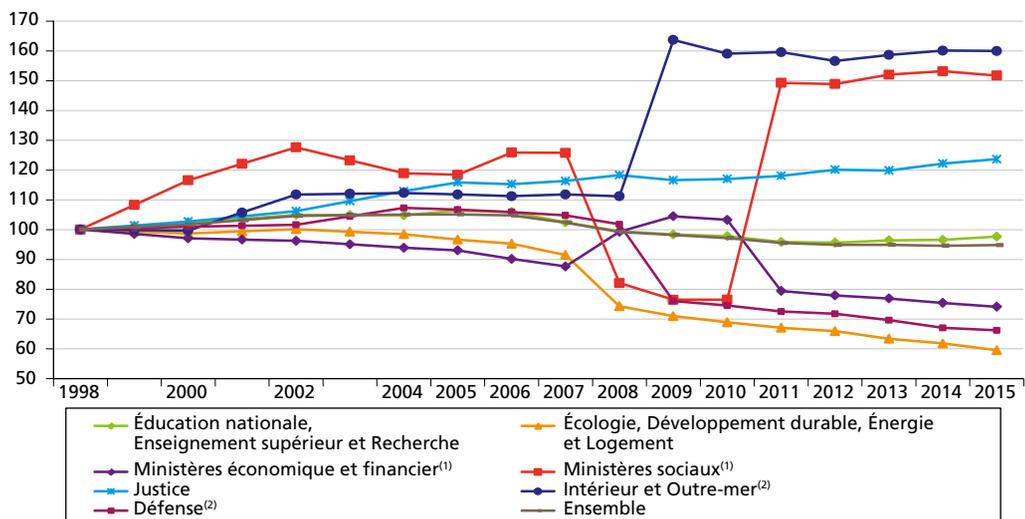
Note : Les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers comprennent les ministères des Finances et Comptes publics et de l'Économie, Redressement productif et Numérique;
- les ministères sociaux correspondent aux Affaires sociales, Travail, emploi et dialogue social et aux Sports ;
- les ministères de l'Intérieur et de l'Outre-mer ont également été regroupés;
- les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Développement durable, Énergie et Logement.

Figure 1.3-7 : Évolution des effectifs physiques de la FPE dans les principaux ministères entre le 31 décembre 1998 et le 31 décembre 2015

(base 100 au 31 décembre 1998)



Sources : FGE, Colter, DADS, Siasp, Insee ; enquêtes SAE, Drees. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

Note : Les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers comprennent les ministères des Finances et Comptes publics et de l'Économie, Industrie et Numérique;
- les ministères sociaux correspondent aux Affaires sociales, santé et droits des femmes, Travail, emploi et dialogue social et aux Sports;
- les ministères de l'Intérieur et de l'Outre-mer ont également été regroupés;
- les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, Développement durable, Énergie et Logement.

(1) Pôle emploi, sous tutelle des ministères économique et financier depuis 2008, est rattaché au ministère du Travail au cours de l'année 2011.

(2) Les effectifs du programme 152 Gendarmerie nationale ont été transférés du ministère de la Défense vers le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, Collectivités territoriales et immigration au cours de l'année 2009.

Figure 1.3-8 : Évolution des effectifs physiques au 31 décembre des agents des ministères par statut

	2014	2015	Évolution annuelle moyenne 2015/2014 (en %)	Évolution 2015/2014 (en %)
Fonctionnaires	1 329 410	1 332 699	-2,6	0,2
Contractuels	108 624	110 820	-2,8	2,0
Militaires	302 277	299 272	-1,4	-1,0
Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	171 391	170 883	-1,5	-0,3
<b>Total ministères</b>	<b>1 911 702</b>	<b>1 913 674</b>	<b>-2,3</b>	<b>0,1</b>

Source : FGE, Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Dans la FPE, la catégorie «Autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, des ouvriers d'État et des apprentis.

### 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

## Périmètre de décompte des effectifs dans les ministères

Selon les concepts établis par la DGAFP, les effectifs des ministères peuvent s'évaluer sous différents angles selon que l'on s'intéresse à l'effectif payé sur le plafond d'emplois du ministère, à l'effectif « en fonction dans le ministère » (que l'agent soit ou non rémunéré sur le plafond d'emplois) ou à l'effectif « géré par le ministère » (que l'agent soit ou non inclus dans le plafond d'emplois, et qu'il soit ou non en fonction). L'agent est considéré comme étant géré par le ministère si ce dernier gère sa carrière (organisation du recrutement, des promotions, etc.) : on s'intéresse donc ici à la gestion au sens « strict » du terme, ou gestion « statutaire ». Par ailleurs, le ministère est défini comme l'ensemble des services centraux et déconcentrés, hors les établissements publics administratifs (EPA) sous sa tutelle. Ainsi, les mêmes concepts peuvent s'appliquer aux EPA au sein desquels on distingue : les effectifs payés sur le budget de l'établissement (subventions de l'État et ressources propres), les effectifs en fonction dans l'établissement et les effectifs gérés par l'établissement (corps propres à l'établissement et non-titulaires).

Les trois notions « payés », « en fonction », « gérés » ne se recoupent pas nécessairement. La connaissance des effectifs « en fonction » et « gérés » nécessite une enquête particulière auprès des services gestionnaires des ministères. En effet, il faut prendre en compte les informations de gestion qui retracent la position statutaire de l'agent, non disponible au travers des seuls « retours paye ». Par exemple, un agent mis à disposition d'un ministère est en fonction dans ce ministère ; il peut être ou non rémunéré sur le plafond d'emplois du ministère d'accueil (cas de la délégation de gestion dans le cas positif), et reste géré par son administration d'origine (voir schéma explicatif suivant).

Les résultats au 31 décembre 2015, présentés dans la suite de cette fiche thématique, sont issus de l'enquête

annuelle TEMS (Transparence de l'emploi et mobilité statutaire dans la FPE) menée par le département des études et des statistiques de la DGAFP (voir l'encadré Définitions et méthodes ci-dessous).

Fin 2015, sur le champ des ministères, l'écart d'effectifs entre les trois périmètres de décompte s'explique essentiellement par le nombre de disponibilités, d'une part, et de détachements — en partie liés à la deuxième vague de décentralisation —, d'autre part, au ministère de l'Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche. En effet, dans ce ministère un quart des détachements externes sont à relier aux transferts des personnels ouvriers en position de détachement longue durée auprès d'une collectivité territoriale.

Au ministère de l'Écologie, Développement durable et Énergie, près d'un tiers des effectifs gérés par le ministère sont en position de mobilité. Il s'agit pour la moitié d'agents en « position normale d'activité » (PNA), pour la plupart affectés sur un poste dans un établissement public sous tutelle du ministère.

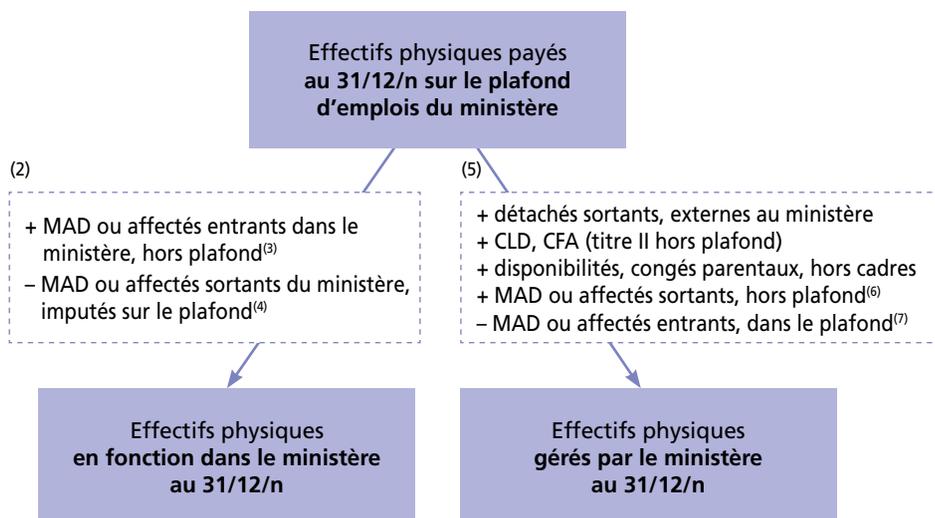
Le ministère de la Défense qui, en raison de ses missions, gère des militaires affectés hors du ministère et rémunérés « hors budget Défense » mérite également d'être distingué.

Le même raisonnement peut s'appliquer aux établissements publics administratifs. Les effectifs « payés » sont ceux dont la rémunération s'impute sur le budget propre de l'établissement (subventions de l'État et ressources propres). Les effectifs « en fonction » dans l'EPA tiennent compte des personnels affectés ou mis à disposition gratuitement. Les effectifs « gérés » par l'EPA correspondent aux corps propres à l'établissement dont ce dernier organise le recrutement et la promotion, aux non-titulaires recrutés directement par l'EPA et, le cas, échéant aux bénéficiaires de contrats aidés.

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

1

Passage des effectifs payés sur plafond d'emplois du ministère<sup>(1)</sup> à ses effectifs en fonction et gérés



(1) Ici ministère au sens strict : administration centrale et services déconcentrés, hors établissements publics sous tutelle.

(2) + : ajout des effectifs en fonction, non comptabilisés dans le plafond d'emplois du ministère ;

- : retrait des effectifs inclus dans le plafond d'emplois du ministère et en fonction hors du ministère.

(3) Remboursement sur titre II hors plafond, ou titre III, ou sans remboursement.

(4) Remboursement sur titre II ou sans remboursement, par exemple personnels à destination des établissements publics administratifs sous tutelle du ministère (écoles de formation, etc.).

(5) + : ajout des effectifs gérés, non comptabilisés dans le plafond d'emplois du ministère, éventuellement inclus dans le titre II des dépenses de personnel mais hors plafond - : retrait des effectifs inclus dans le plafond d'emplois du ministère et non gérés par lui.

(6) Rémunération imputée sur le titre II d'un autre ministère (personnel payé directement par cet autre ministère ou par le ministère d'origine dans le cadre d'une délégation de gestion ou d'un transfert d'emplois en gestion) ou sur le budget d'une entité autre qu'un ministère.

(7) Rémunération imputée sur le titre II du ministère (payés directement par le ministère d'accueil ou payés par le ministère d'origine dans le cadre d'une délégation de gestion).

## L'enquête TEMS

L'Enquête TEMS permet à la fois :

- de distinguer les différents périmètres de décompte des effectifs au sein d'un ministère (administration centrale et services déconcentrés) et de ses établissements publics ;
- et de mesurer la mobilité statutaire des agents des ministères (voir à ce sujet la Fiche thématique 4.7 Mobilité et promotion sociale des agents de la fonction publique).

Pour la partie « Transparence de l'emploi » dont les résultats au 31 décembre 2015 sont présentés dans cette fiche, le questionnaire d'enquête prévoit la répartition des effectifs « payés », « en fonction » et « gérés » par statut (titulaires, non titulaires, ouvriers d'État et militaires) et catégorie hiérarchique. Pour les établissements publics, seule une ventilation par statut est demandée. La synthèse des réponses des ministères présentée ici porte sur les effectifs totaux déclarés, sans distinction du statut ou de la catégorie hiérarchique

## 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Figure 1.4-1 : Effectifs physiques « en fonction dans » et « gérés par » les ministères au 31 décembre 2015

Ministères	Effectifs physiques payés sur le plafond d'emplois du ministère	Effectifs physiques en fonction dans le ministère <sup>(1)</sup>	Effectifs physiques gérés par le ministère <sup>(2)</sup> , dont :		
			total	en position de détachement externe, MAD ou affectés sortants (PNA) du ministère <sup>(3)</sup>	en disponibilité, congé parental, congé longue durée (CLD), hors cadres
Affaires étrangères et Développement international	13 934	13 860	13 866	413	245
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	32 594 <sup>(4)</sup>	32 401	40 940	7 468 <sup>(5)</sup>	1 201
Ministères économiques et financiers	150 350	150 464	163 319 <sup>(6)</sup>	4 955	4 308
<i>Ministères économiques et financiers</i>	146 508	146 700	159 144	4 774	4 113
<i>Caisse des dépôts et des consignations</i>	3 842	3 764	4 175	181	195
Culture et communication	11 073	3 471	3 873	780	405
Défense					
<i>Personnels civils</i>	61 966	62 109	66 282	1 770	1 935
<i>Personnels militaires</i>	203 542	216 695	228 238	6 698	878
Écologie, Développement durable et Énergie					
<i>Aviation civile</i>	10 680	10 981	10 981	109	145
<i>Hors Aviation civile</i>	44 379 <sup>(6)</sup>	42 301	57 906	17 795	1 985

Source : Enquête annuelle Transparence de l'emploi et mobilité statutaire (TEMS), traitement DGAFP – Département des études et des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

Note : Les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers correspondent au ministère de l'Économie, Industrie et Numérique et au ministère des Finances et Comptes publics.

Les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

(1) Ministère ici entendu au sens strict : administration centrale et services déconcentrés, hors établissements publics sous tutelle. Y compris éventuellement effectif rémunéré sur le titre II des dépenses de personnel, hors plafond d'emplois (CLD, CFA, notamment).

(2) Gestion au sens « statutaire » : organisation des concours, des promotions, etc.

(3) Le détachement est qualifié d'externe si l'agent est en fonction hors du ministère. Les mis à disposition et affectés sortants peuvent être en fonction dans l'un des établissements publics sous tutelle du ministère.

(4) Y compris maîtres de l'enseignement agricole privé (inclus dans le plafond d'emplois du ministère à compter de 2006). Contractuels sur emploi occasionnel ou saisonnier valorisés à partir des ETPT consommés sur 2015.

(5) Y compris les agents gérés par le ministère et affectés à l'ONF (EPIC).

(6) Contractuels sur emploi occasionnel et saisonnier valorisés en ETPT.

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

1

Figure 1.4-1 (suite) : Effectifs physiques « en fonction dans » et « gérés par » les ministères au 31 décembre 2015

Ministères	Effectifs physiques payés sur le plafond d'emplois du ministère	Effectifs physiques en fonction dans le ministère <sup>(1)</sup>	Effectifs physiques gérés par le ministère <sup>(2)</sup> , dont :		
			total	en position de détachement externe, MAD ou affectés sortants (PNA) du ministère <sup>(3)</sup>	en disponibilité, congé parental, congé longue durée (CLD), hors cadres
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	1 077 698 <sup>(7)</sup>	1 076 978	1 201 853	26 928 <sup>(8)</sup>	31 565 <sup>(9)</sup>
Intérieur					
<i>Police nationale</i>	144 178	143 415	127 802	585	1 651
<i>Hors Police nationale</i>	129 976 <sup>(10)</sup>	127 462	154 868	2 085	1 540
Justice	78 061	78 029	80 000	1 419	1 366
Ministères sociaux					
<i>Affaires sociales, Santé et Droits des femmes</i>	10 576	10 213	10 132	1 298	574
<i>Travail, Emploi et Dialogue social</i>	10 008	10 047	10 490	385	255
Services du Premier ministre (résultats partiels)					
<i>Services généraux (DSAF, SGG, SIG, SGMAP, APM), Cabinets, Commissions rattachées aux services centraux(*)</i>	628	2 329	2 221	221	113
<i>Cour des comptes</i>	1 745	1 746	2 020	207	67
<i>Dila</i>	728	800	728	0	s
<i>Le Cese</i>	151	153	155	7	7
<i>SGDSN<sup>(11)</sup></i>	660	660	513 <sup>(12)</sup>	0	0
<i>Cnil</i>	201	0	0	s	5
<i>Conseil d'État</i>	nd	nd	nd	nd	nd

Source : Enquête annuelle Transparence de l'emploi et mobilité statutaire (TEMS), traitement DGAFP - Département des études et des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

s : soumis au secret statistique.

Note : Les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers correspondent au ministère de l'Économie, Industrie et Numérique et au ministère des Finances et Comptes publics.

Les autres appellations des ministères renvoient à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de la dernière année considérée.

(1) Ministère ici entendu au sens strict : administration centrale et services déconcentrés, hors établissements publics sous tutelle. Y compris éventuellement effectif rémunéré sur le titre II des dépenses de personnel, hors plafond d'emplois (CLD, CFA, notamment).

(2) Gestion au sens « statutaire » : organisation des concours, des promotions, etc.

(3) Le détachement est qualifié d'externe si l'agent est en fonction hors du ministère. Les mis à disposition et affectés sortants peuvent être en fonction dans l'un des établissements publics sous tutelle du ministère.

(7) Y compris maîtres de l'enseignement privé sous contrat.

(8) Dont notamment 24 598 détachements sortants externes, 720 mises à disposition sortantes, 1 610 affectés en dehors du périmètre de gestion du ministère.

(9) Hors CLD.

(10) Non compris les personnels rattachés au programme Police (n° 176) dont la gestion est assurée par la DRH Hors Police.

(11) SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

(12) Écart entre effectifs en fonction et gérés dû aux militaires gérés par la Défense mais sur le budget SGDSN.

## 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Figure 1.4-2 : Effectifs physiques « en fonction dans » et « gérés par » les établissements publics administratifs au 31 décembre 2015

Ministères de tutelle	Effectifs physiques payés sur le budget de l'EP <sup>(1)</sup>	Effectifs en fonction dans l'EP <sup>(2)</sup>	Effectifs gérés par l'EP <sup>(3)</sup>	Part des contractuels dans les effectifs gérés par l'EP (en %)	EPA concernés <sup>(4)</sup>
Affaires étrangères et Développement international	208	212	201	87,6	AFD, AEFÉ, Campus France, Canal France international, CIRAD, IRD, Institut français
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt <sup>(5)</sup>	6 308	6 384	6 131	41,5	ASP, Odeadom, Inao, Infoma, CNPF, France AgriMer, IFCE, Anses
Ministères économiques et financiers	4 702	5 978	5 273	65,7	École des Mines, Institut Mines-Télécom, IRA, ENA, INPI, Agence nationale des fréquences, Genes
Culture et Communication	nd	nd	nd	nd	nd
Défense	6 442	7 252	7 385	30,2	Exhaustif
Écologie, Développement durable et Énergie :					
<i>Aviation civile</i>	919	913	913	19,6	Enac
<i>Hors Aviation civile</i>	27 259	27 315	26 009	34,4	Exhaustif
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	239 973	250 912 <sup>(6)</sup>	191 699	39,4	EPN, EPST, EPCSPC <sup>(7)</sup>
Justice	231	229	229	21,4	Enap
Intérieur :					
<i>Police nationale</i>	109	872	74	8,1	INPS, ENSP
<i>Hors Police nationale</i>	1 916	1 916	1 653	65,6	Antai, ANTS, Cnaps, ENSOSP, Ofii, Ofpra
Ministères sociaux :					
<i>Affaires sociales, Santé et Droits des femmes</i>	7 225	7 518	7 724	16,2	ARS
<i>Travail, Emploi et Dialogue social</i>	nd	nd	nd	nd	nd
Services du Premier ministre :					
<i>Services généraux (DSAF, SGG, SIG, SGMAP, APM), Cabinets, Commissions rattachées aux services centraux(*)</i>	0	145	0	-	
<i>SGDSN<sup>(7)</sup></i>	147	153	148	51,4	IHEDN, INHESJ

Source : Enquêtes annuelles Transparence de l'emploi et mobilité statutaire (TEMS), traitement DGAFP - Département des études et des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Ensemble des établissements publics administratifs, agents fonctionnaires et contractuels, hors militaires et emplois aidés. nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

Note : Les périmètres des ministères varient selon les années. Pour permettre les comparaisons dans le temps, on procède à certains regroupements :

- les ministères économiques et financiers correspondent au ministère de l'Économie, Industrie et Numérique et au ministère des Finances et Comptes publics.

(1) Subventions versées par l'État et ressources propres.

(2) Prise en compte des personnels mis à disposition ou affectés gratuitement.

(3) Prise en compte des personnels mis à disposition ou affectés, gérés par leur administration d'origine.

(4) La réponse à l'enquête a pu être incomplète ; seuls sont donc repris ici les EPA pour lesquels le ministère a répondu.

(5) Le ministère déclare par ailleurs 9 420 agents payés sur le budget de l'ONF, 16 sur le budget de l'agence BIO au 31 décembre 2015.

(6) Y compris les 99 869 personnels BIATSS des EPSCP 60 336 fonctionnaires et 39 533 contractuels en fonction dans un de ces établissements au 31 décembre 2015.

(7) SGDSN : Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale.

## Emplois en loi de finances

Depuis l'entrée en vigueur de la loi organique relative aux lois de finances (Lolf) le 1<sup>er</sup> janvier 2006, les parlementaires votent, en parallèle des crédits relatifs aux dépenses de personnel (titre II des dépenses de l'État) et un plafond d'autorisation d'emplois par ministère exprimé en équivalents temps plein travaillés (ETPT).

En 2017, le plafond des autorisations d'emplois ministériels s'établit à 1 932 883 ETPT (+1,3 %) auxquels s'ajoutent 11 442 ETPT pour les budgets annexes (-0,6 %). Au total, le plafond d'emplois pour 2017 s'élève donc à 1 944 325 ETPT, soit une augmentation globale de 36 092 ETPT par rapport au plafond, tel qu'il résultait de la loi de finances rectificatives pour l'année 2016. Cette augmentation s'explique pour 12 406 ETPT par un nombre de créations de postes supérieur à celui des suppressions (15 268 ETPT créés contre 2 862 ETPT supprimés), pour 8 162 ETPT par l'impact des mesures de transfert (entre ministères ou vers le budget d'opérateurs) et de périmètre, pour 4 922 ETPT par un ajustement technique du plafond. Les mesures liées à la décentralisation entraînent quant à elle la suppression de 840 ETPT. Hors mesures de transfert, le plafond d'emplois pour 2017 augmente de 0,9 % après une hausse de 0,8 % en 2016 par rapport à 2015.

Depuis 2009, et comme prévu par l'article 64 de la loi de finances pour 2008, le plafond d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances. Ce plafond couvre l'ensemble des emplois rémunérés par les opérateurs, à l'exception des emplois temporaires financés intégralement par des ressources propres. Le champ des opérateurs de l'État, notion née avec la mise en œuvre de la Lolf, est plus large que celui des établissements publics administratifs (voir l'encadré Définitions et méthodes). À titre d'information, le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, exprimé en équivalents temps plein (ETP), est fixé à 398 635 emplois dans la LFI 2016 en augmentation de 0,3 % par rapport à 2016.

Ce plafond a été relevé à 1 920 269 ETPT en loi de finances rectificative pour tenir compte de l'ajustement à la hausse

du plafond d'emplois du ministère de l'Agriculture. La consommation d'emplois constatée au cours de l'année 2016 s'établit à 1 888 419 ETPT y compris les budgets annexes. Elle est inférieure de 31 849 ETPT au maximum autorisé par la loi de finances initiale et la loi de finances rectificative, et en augmentation de 15 623 ETPT par rapport à la consommation constatée en 2015.

La variation à la hausse des effectifs en ETPT par rapport à 2015 à périmètre courant s'explique par :

- les conséquences des créations nettes d'emplois à hauteur de +10 667 ETPT. Il s'agit, du fait des décalages des dates moyennes des départs et des arrivées des agents, de +10 400 ETPT d'effet sur 2016 des 6 934 créations d'emplois (en ETP) réalisées en 2015 et de +627 ETPT des 13 856 créations d'emplois (en ETP) réalisées en 2016. L'extension en année pleine des créations d'emplois 2016 se traduira donc sur la consommation d'emplois 2017, à hauteur de +13 349 ETPT ;
- l'effet des transferts d'emplois et des mesures de périmètre (+160 ETPT) en loi de finances initiale ;
- des corrections techniques à hauteur de +4 927 ETPT intègrent l'effet du plan de recrutement d'apprentis dans la fonction publique d'État, puisque les apprentis ne sont pas pris en compte dans la réalisation du schéma d'emplois.

En ETP, l'évolution des effectifs entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 s'élève à +13 856 ETP à périmètre constant. Cette évolution résulte principalement des mesures prises en faveur du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (+7 803 ETP) et des ministères de la Défense, de l'Intérieur et de la Justice (+9 384 ETP), dans le cadre notamment du plan de lutte contre le terrorisme. En dehors de ces mesures exceptionnelles, le nombre d'emplois dans la fonction publique est en baisse de 3 395 ETP, ce qui est en ligne avec l'objectif qui avait été fixé au moment de l'établissement du budget 2016.

### 1 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

#### Définitions et méthodes

**Plafond d'autorisation d'emplois** : dans le cadre de la Lof, il se substitue à partir de la LFI 2006 aux emplois budgétaires. Il encadre l'emploi de tous les personnels rémunérés par l'État, quel que soit leur statut. Il est exprimé en ETPT par ministère. Le passage du plafond d'autorisations d'emplois d'une année donnée à celui de l'année suivante s'explique par l'impact des créations et suppressions d'emplois ou « schéma d'emplois » (y compris extensions en année pleine des mesures décidées au titre de la LFI précédente), par des mesures de périmètres ou « mesures d'ordre » (transfert d'emplois vers d'autres budgets : opérateurs de l'État ou collectivités territoriales dans le cas de la décentralisation des missions de l'État) et par d'éventuels ajustements techniques (correction sans incidence sur le niveau d'emplois rémunérés sur les crédits votés).

**Emploi en équivalent temps plein travaillé (ETPT)** : c'est l'unité de décompte dans laquelle sont exprimés à la fois les plafonds d'autorisation d'emplois par ministère et les consommations de ces plafonds dans le cadre de la Lof. Un agent à temps plein présente toute l'année une consommation de 1 ETPT. Ce décompte tient compte à la fois de la quotité de temps de travail des agents (modalité de temps partiel le cas échéant) et de la période d'activité sur l'année. Il correspond à une évaluation de la force de travail disponible au cours de l'année. À noter que ce concept renvoie également à la notion d'équivalents temps plein annualisé (EQTP, voir la Vue 1.1), utilisée dans les comparaisons avec le secteur privé et les autres

versants de la fonction publique, en cohérence avec les normes internationales.

**Emploi budgétaire** : pour mémoire, unité de décompte retenue pour l'autorisation d'emplois dans la loi de finances initiale jusqu'en 2005 (en mode Ordonnance de 1959). L'emploi budgétaire est un emploi permanent à temps complet. Un emploi autorisé peut ne pas être pourvu. À l'inverse, un emploi budgétaire peut servir de support à la rémunération de deux personnes employées à mi-temps. L'emploi budgétaire est donc comparable à l'équivalent temps plein (ETP) qui prend en compte la quotité de temps de travail de l'agent, mais pas sa durée de temps travaillée sur l'année.

**Opérateur de l'État** : notion née avec la mise en place de la Lof qui permet de qualifier une entité dotée de la personnalité morale, quel que soit son statut juridique (EPA, Epic, GIP, association, etc.), et dès lors qu'elle témoigne d'une proximité particulière vis-à-vis du budget et des missions de l'État. Cette proximité est évaluée sur la base d'un faisceau d'indices : exercice d'une mission de service public, part du financement de l'État dans les ressources de l'établissement, contrôle direct par l'État, poids de l'organisme dans les crédits ou la réalisation des objectifs de performance du programme, exploitation de biens patrimoniaux (liste non exhaustive).

La liste des opérateurs de l'État figure dans un rapport annexé chaque année au projet de loi de finances (« Jaune budgétaire »).

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

1

Figure 1.4-3 : Répartition indicative par mission des plafonds ministériels d'autorisation d'emplois en 2017

Ministères	Missions	ETPT LFI
<b>Affaires étrangères et Développement international</b>		<b>13 834</b>
	Action extérieure de l'État	12 040
	Aide publique au développement	1 794
<b>Affaires sociales, Santé et Droits des femmes</b>		<b>10 225</b>
	Solidarité, insertion et égalité des chances	10 225
<b>Agriculture, Agroalimentaire et Forêt</b>		<b>30 530</b>
	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	12 468
	Enseignement scolaire	15 274
	Recherche et enseignement supérieur	2 788
<b>Culture et Communication</b>		<b>11 189</b>
	Culture	11 189
<b>Défense</b>		<b>273 280</b>
	Défense	273 280
<b>Écologie, Développement durable et Énergie</b>		<b>29 103</b>
	Écologie, développement et mobilité durables	29 103
<b>Economie et Finances</b>		<b>141 302</b>
	Économie	12 157
	Gestion des finances publiques et des ressources humaines	128 023
	Recherche et enseignement supérieur	1 122
<b>Education nationale, Enseignement supérieur et Recherche</b>		<b>1 015 602</b>
	Enseignement scolaire	1 007 579
	Recherche et enseignement supérieur	8 023
<b>Intérieur</b>		<b>285 374</b>
	Administration générale et territoriale de l'État	33 653
	Sécurités	251 721
<b>Justice</b>		<b>83 216</b>
	Justice	83 216
<b>Logement, Égalité des territoires et Ruralité</b>		<b>12 288</b>
	Égalité des territoires et logement	12 288
<b>Outre-mer</b>		<b>5 505</b>
	Outre-mer	5 505
<b>Services du Premier ministre</b>		<b>11 912</b>
	Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	24
	Conseil et contrôle de l'État	5 892
	Direction de l'action du gouvernement	5 399
	Politique des territoires	597
<b>Travail, Emploi et Dialogue social</b>		<b>9 523</b>
	Travail et emploi	9 523
<b>Total budget général</b>		<b>1 932 883</b>
	Contrôle et exploitation aériens	10 679
	Publications officielles et information administrative	763
<b>Total budgets annexes</b>		<b>11 442</b>
<b>Total</b>		<b>1 944 325</b>

Source : Loi de finances initiale (LFI) 2017.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

# 1

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Figure 1.4-4 : Évolution des plafonds ministériels d'autorisation d'emplois entre 2016 et 2017

Ministères	Plafond des autorisations d'emplois en LFI 2016 (en ETPT)	Solde des créations et suppressions d'emplois (en ETPT)	Correction technique du plafond (en ETPT)	Impact des mesures de transferts (entre ministères ou avec des opérateurs) et de périmètre (hors décentralisation) (en ETPT)	Impact de la décentralisation (en ETPT)	Plafond des autorisations d'emplois en LFI 2017 (en ETPT)
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(a)+(b)+(c)+(d)+(e)
Affaires étrangères et Développement international	14 020	0	-100	-86	0	13 834
Affaires sociales et Santé	10 229	-138	13	121	0	10 225
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	30 497	-5	280	-239	-3	30 530
Culture et Communication	11 041	116	0	32	0	11 189
Défense	271 510	747	1 747	-724	0	273 280
Économie et Finances	142 833	-1 766	341	-101	-5	141 302
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	995 301	9 647	2 113	8 542	-1	1 015 602
Environnement, Énergie et Mer	29 911	-572	67	419	-722	29 103
Intérieur	282 819	2 394	340	-90	-89	285 374
Justice	80 988	2 014	35	179	0	83 216
Logement et Habitat durable	12 492	-217	31	0	-18	12 288
Outre-mer	5 309	196	0	0	0	5 505
Services du Premier ministre	11 582	154	68	110	-2	11 912
Travail, Emploi, Formation professionnelle et Dialogue social	9 701	-164	-13	-1	0	9 523
<b>Total budget général</b>	<b>1 908 233</b>	<b>12 406</b>	<b>4 922</b>	<b>8 162</b>	<b>-840</b>	<b>1 932 883</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 726	-47		0	0	10 679
Publications officielles et information administrative	785	-21	-1	0	0	763
<b>Total budgets annexes</b>	<b>11 511</b>	<b>-68</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 442</b>
<b>Total</b>	<b>1 919 744</b>	<b>12 338</b>	<b>4 921</b>	<b>8 162</b>	<b>-840</b>	<b>1 944 325</b>

Source : Lois de finances initiales (LFI) 2016 et 2017, Direction du budget.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

1

Figure 1.4-5 : Évolution des plafonds ministériels d'autorisation d'emplois

Total ministères (budget général) (arrondis en milliers d'ETPT)	2015 <sup>(1)</sup>	2016	2017	Évolution 2017/2006
Plafond d'emplois de l'année précédente	1 895	1 889	1 908	-
Prise en compte de l'impact sur l'année du schéma d'emplois de l'année précédente	2,1	3,3	7,9	-
Prise en compte du schéma d'emplois de l'année	-3,3	1,5	4,6	-
Impact des mesures de transferts et de périmètre (hors décentralisation)	-3,5	3,1	8,2	-157
Impact de la décentralisation	0,0	-1,1	-0,8	-126
Ajustement technique du plafond	-0,6	12,0	4,9	-
<b>Plafond d'emplois de l'année</b>	<b>1 889</b>	<b>1 908</b>	<b>1 933</b>	<b>-405</b>

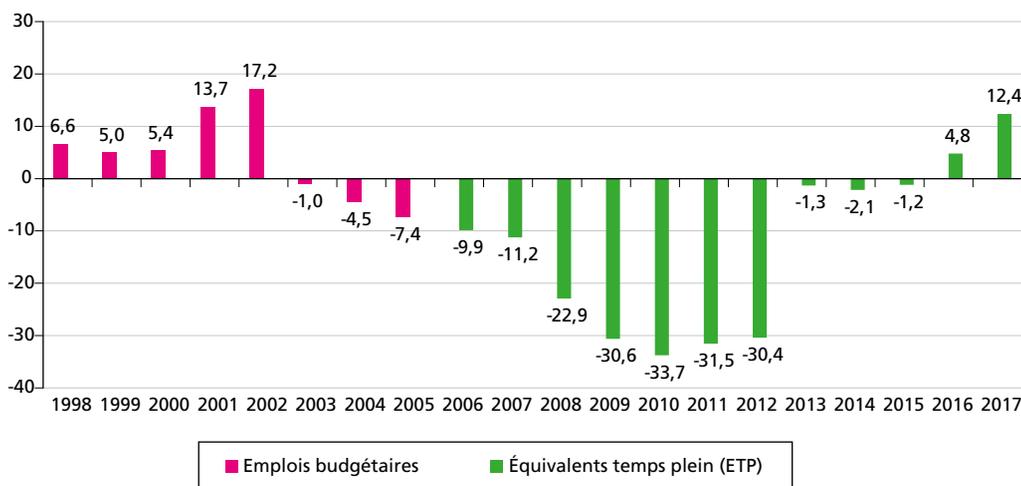
Source : Direction du budget.

Champ : Budget général de l'État, hors budgets annexes.

(1) Le plafond des autorisations d'emplois en LFI 2015 s'établissait à 1 889 490 ETPT, hors les budgets annexes. Il a été porté à 1 892 115 ETPT par la loi de finances rectificative du 29 décembre 2015, qui a ajusté les plafonds d'emplois des ministères de la défense (+ 2 625 ETPT), de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (+ 340 ETPT) et des finances et des comptes publics (-340 ETPT).

Figure 1.4-6 : Évolution de l'autorisation d'emplois dans le budget général de l'État entre 1998 et 2017

[en milliers]



Source : Direction du Budget. Projet de loi de finances.

Champ : Budget général de l'État (hors budgets annexes), hors appelés, hors mesures d'ordre et hors décentralisation.

Note : Les chiffres présentés ici (en ETP et en milliers) correspondent au solde des créations/suppressions de postes, à périmètre constant.

À partir de 2006, les emplois budgétaires ne peuvent plus être suivis en tant que tels ; ils peuvent néanmoins être comparés aux ETP.

# 1

## 1.4 Fonction publique de l'État : périmètre de décompte des effectifs dans les ministères et emplois en loi de finances

Tableau 1.4-7 : Consommation des emplois par ministère en 2016

Ministères	Consommation d'ETPT en 2015	Plafond d'autorisation d'emplois LFI 2016 (a)	Transferts en cours de gestion 2016 (b)	Consommation des emplois 2016 en ETPT (c)	Écart constaté entre consommation 2016 et plafond LFI 2016 corrigé des transferts en cours de gestion (en ETPT) (c) - [(a)+(b)]
Affaires étrangères et Développement international	13 873	14 020	5	13 791	-234
Affaires sociales, Santé et Droits des femmes	10 326	10 229	35	10 137	-127
Agriculture, Agroalimentaire et Forêt	31 406	30 497	40	31 008	471
Culture et Communication	10 921	11 041	-17	10 854	-170
Défense	263 350	271 510	3	265 749	-5 764
Écologie, Développement durable et Énergie	43 561	29 911	13 130	42 257	-784
Économie, Industrie et Numérique	6 302	6 452	14	6 252	-214
Éducation nationale, Enseignement supérieur et Recherche	969 100	995 301	27	981 626	-13 702
Finances et Comptes publics	135 896	136 381	-30	133 650	-2 701
Intérieur	274 704	282 819	-511	276 262	-6 046
Justice	77 381	80 988	42	79 824	-1 206
Logement, Égalité des territoires et Ruralité	0	12 492	-12 492		0
Outre-mer	5 296	5 309	0	5 301	-8
Services du Premier ministre	9 685	11 582	-256	10 969	-357
Travail, Emploi, Formation professionnelle et Dialogue social	9 663	9 701	9	9 538	-172
<b>Total budget général</b>	<b>1 861 464</b>	<b>1 908 233</b>	<b>-1</b>	<b>1 877 218</b>	<b>-31 014</b>
Contrôle et exploitation aériens	10 601	10 726		10 498	-228
Publications officielles et information administrative	731	785		703	-82
<b>Total budgets annexes</b>	<b>11 332</b>	<b>11 511</b>	<b>0</b>	<b>11 201</b>	<b>-310</b>
<b>Total</b>	<b>1 872 796</b>	<b>1 919 744</b>	<b>-1</b>	<b>1 888 419</b>	<b>-31 324</b>

Source : Loi de règlement pour 2016 - Direction du budget.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année.

Note de lecture : La consommation des emplois en 2015 est à comparer au plafond autorisé en LFI 2015 corrigé des transferts d'emplois intervenus en cours de gestion.

Figure 1.5-1 : Effectifs physiques de la fonction publique territoriale au 31 décembre

	2014		2015			
	Effectifs physiques	Effectifs physiques	Part des femmes (en %)	Part des fonctionnaires (en %)	Part des contractuels (en %)	Part des autres catégories et statuts <sup>(2)</sup> (en %)
<b>Emplois principaux</b>						
Régions, départements et communes <sup>(1)</sup>	1 411 608	1 404 117	62,1	79,2	16,9	4,0
EPA locaux	483 047	485 193	58,9	74,4	24,5	1,1
<b>Total Fonction publique territoriale</b>	<b>1 894 655</b>	<b>1 889 310</b>	<b>61,3</b>	<b>77,9</b>	<b>18,8</b>	<b>3,2</b>
<i>Assistants maternels et familiaux</i>	46 427	46 172	93,8	0,0	0,0	100,0
<i>FPT, hors assistants maternels et familiaux</i>	1 848 228	1 843 138	60,5	79,9	19,3	0,8
<b>Emplois secondaires</b>						
Régions, départements et communes <sup>(1)</sup>	33 678	32 994	67,5	37,7	57,5	4,8
EPA locaux	14 612	14 127	61,1	36,6	62,9	0,5
<b>Total</b>	<b>48 290</b>	<b>47 121</b>	<b>65,6</b>	<b>37,4</b>	<b>59,1</b>	<b>3,5</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu des possibles modifications (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales. En particulier, la création de la métropole de Lyon au 1<sup>er</sup> janvier 2015 conduit au transfert de 4 800 agents de la communauté urbaine (classée parmi les EPA locaux) vers la métropole (classée parmi les départements).

(2) Dans la FPT, la catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des assistants maternels et familiaux et des apprentis.

Figure 1.5-2 : Effectifs en équivalent temps plein (ETP) de la fonction publique territoriale au 31 décembre

	2014		2015			
	ETP	ETP	Part des femmes (en %)	Part des fonctionnaires (en %)	Part des contractuels (en %)	Part des autres catégories et statuts <sup>(2)</sup> (en %)
<b>Emplois principaux</b>						
Régions, départements et communes <sup>(1)</sup>	1 281 384	1 276 968	60,5	82,3	13,9	3,8
EPA locaux	432 917	436 094	56,5	77,7	21,3	1,0
<b>Total Fonction publique territoriale</b>	<b>1 714 301</b>	<b>1 713 062</b>	<b>59,5</b>	<b>81,2</b>	<b>15,8</b>	<b>3,1</b>
<i>Assistants maternels et familiaux</i>	41 155	40 884	94,2	0,0	0,0	100,0
<i>FPT, hors assistants maternels et familiaux</i>	1 673 146	1 672 179	58,6	83,1	16,2	0,7

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu des possibles modifications (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales. En particulier, la création de la métropole de Lyon au 1<sup>er</sup> janvier 2015 conduit au transfert de 4 800 agents de la communauté urbaine (classée parmi les EPA locaux) vers la métropole (classée parmi les départements).

(2) Dans la FPT, la catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des assistants maternels et familiaux et des apprentis.

## 1.5 Fonction publique territoriale

 **Figure 1.5-3 : Effectifs physiques de la fonction publique territoriale par statut des agents et type de collectivité au 31 décembre**

		2014	2015	Évolution 2015/2014 (en %)	Répartition par statut selon la collectivité fin 2015 (en %)
<b>Communes<sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	811 053	804 017	-0,9	79
	Contractuels	205 418	200 598	-2,3	20
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	18 324	17 241	-5,9	2
	<b>Total</b>	<b>1 034 795</b>	<b>1 021 856</b>	<b>-1,3</b>	<b>100</b>
<b>Départements</b>	Fonctionnaires	228 571	234 916	2,8	78
	Contractuels	29 063	27 686	-4,7	9
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	37 703	37 774	0,2	13
	<b>Total</b>	<b>295 337</b>	<b>300 376</b>	<b>1,7</b>	<b>100</b>
<b>Régions</b>	Fonctionnaires	71 566	72 464	1,3	88
	Contractuels	9 255	8 762	-5,3	11
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	655	659	0,6	1
	<b>Total</b>	<b>81 476</b>	<b>81 885</b>	<b>0,5</b>	<b>100</b>
<b>Total collectivités territoriales</b>	Fonctionnaires	1 111 190	1 111 397	0,0	79
	Contractuels	243 736	237 046	-2,7	17
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	56 682	55 674	-1,8	4
	<b>Total</b>	<b>1 411 608</b>	<b>1 404 117</b>	<b>-0,5</b>	<b>100</b>
<b>Établissements communaux<sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	87 530	86 871	-0,8	66
	Contractuels	43 212	41 798	-3,3	32
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	2 575	2 156	-16,3	2
	<b>Total</b>	<b>133 317</b>	<b>130 825</b>	<b>-1,9</b>	<b>100</b>
<b>Établissements intercommunaux<sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	206 764	211 416	2,2	76
	Contractuels	64 297	64 748	0,7	23
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	3 029	2 973	-1,8	1
	<b>Total</b>	<b>274 090</b>	<b>279 137</b>	<b>1,8</b>	<b>100</b>
<b>Établissement départementaux</b>	Fonctionnaires	58 561	58 638	0,1	87
	Contractuels	8 579	8 250	-3,8	12
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	114	139	21,9	0
	<b>Total</b>	<b>67 254</b>	<b>67 027</b>	<b>-0,3</b>	<b>100</b>
<b>Autres EPA locaux</b>	Fonctionnaires	3 975	4 017	1,1	49
	Contractuels	4 375	4 150	-5,1	51
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	36	37	2,8	0
	<b>Total</b>	<b>8 386</b>	<b>8 204</b>	<b>-2,2</b>	<b>100</b>
<b>Total EPA locaux</b>	Fonctionnaires	356 830	360 942	1,2	74
	Contractuels	120 463	118 946	-1,3	25
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	5 754	5 305	-7,8	1
	<b>Total</b>	<b>483 047</b>	<b>485 193</b>	<b>0,4</b>	<b>100</b>
<b>Total FPT</b>	Fonctionnaires	1 468 020	1 472 339	0,3	78
	Contractuels	364 199	355 992	-2,3	19
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	62 436	60 979	-2,3	3
	<b>Total</b>	<b>1 894 655</b>	<b>1 889 310</b>	<b>-0,3</b>	<b>100</b>
<b>Total secteur communal</b>	Fonctionnaires	1 109 322	1 106 321	-0,3	77
	Contractuels	317 302	311 294	-1,9	22
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	23 964	22 407	-6,5	2
	<b>Total</b>	<b>1 450 588</b>	<b>1 440 022</b>	<b>-0,7</b>	<b>100</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu des possibles modifications (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales. En particulier, la création de la métropole de Lyon au 1<sup>er</sup> janvier 2015 conduit au transfert de 4 800 agents de la communauté urbaine (classée parmi les EPA locaux) vers la métropole (classée parmi les départements).

(2) Dans la FPT, la catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des assistants maternels et familiaux et des apprentis.

Figure 1.5-4 : Effectifs en équivalent temps plein (ETP) de la fonction publique territoriale par statut des agents et type de collectivité au 31 décembre

		ETP en 2014	ETP en 2015	Évolution 2015/2014 (en %)	Répartition par statut selon la collectivité fin 2015 (en %)
<b>Communes<sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	761 445	756 213	-0,7	83
	Contractuels	148 598	144 448	-2,8	16
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	14 823	14 086	-5,0	2
	<b>Total</b>	<b>924 866</b>	<b>914 747</b>	<b>-1,1</b>	<b>100</b>
<b>Départements</b>	Fonctionnaires	218 899	225 178	2,9	79
	Contractuels	26 190	25 089	-4,2	9
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	33 450	33 453	0,0	12
	<b>Total</b>	<b>278 539</b>	<b>283 720</b>	<b>1,9</b>	<b>100</b>
<b>Régions</b>	Fonctionnaires	69 095	70 116	1,5	89
	Contractuels	8 357	7 862	-5,9	10
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	527	523	-0,8	1
	<b>Total</b>	<b>77 979</b>	<b>78 501</b>	<b>0,7</b>	<b>100</b>
<b>Total collectivités territoriales</b>	Fonctionnaires	1 049 440	1 051 508	0,2	82
	Contractuels	183 145	177 398	-3,1	14
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	48 800	48 062	-1,5	4
	<b>Total</b>	<b>1 281 384</b>	<b>1 276 968</b>	<b>-0,3</b>	<b>100</b>
<b>Établissements communaux<sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	79 889	79 471	-0,5	70
	Contractuels	32 493	31 618	-2,7	28
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	2 192	1 829	-16,6	2
	<b>Total</b>	<b>114 573</b>	<b>112 917</b>	<b>-1,4</b>	<b>100</b>
<b>Établissements intercommunaux<sup>(1)</sup></b>	Fonctionnaires	193 115	197 807	2,4	79
	Contractuels	50 934	51 394	0,9	20
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	2 505	2 467	-1,5	1
	<b>Total</b>	<b>246 554</b>	<b>251 668</b>	<b>2,1</b>	<b>100</b>
<b>Établissement départementaux</b>	Fonctionnaires	57 662	57 781	0,2	90
	Contractuels	6 568	6 289	-4,2	10
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	94	118	25,5	0
	<b>Total</b>	<b>64 323</b>	<b>64 188</b>	<b>-0,2</b>	<b>100</b>
<b>Autres EPA locaux</b>	Fonctionnaires	3 775	3 822	1,2	52
	Contractuels	3 661	3 467	-5,3	47
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	32	32	0,0	0
	<b>Total</b>	<b>7 468</b>	<b>7 320</b>	<b>-2,0</b>	<b>100</b>
<b>Total EPA locaux</b>	Fonctionnaires	334 440	338 881	1,3	78
	Contractuels	93 655	92 767	-0,9	21
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	4 822	4 446	-7,8	1
	<b>Total</b>	<b>432 917</b>	<b>436 094</b>	<b>0,7</b>	<b>100</b>
<b>Total FPT</b>	Fonctionnaires	1 383 880	1 390 388	0,5	81
	Contractuels	276 800	270 166	-2,4	16
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	53 621	52 508	-2,1	3
	<b>Total</b>	<b>1 714 301</b>	<b>1 713 062</b>	<b>-0,1</b>	<b>100</b>
<b>Total secteur communal</b>	Fonctionnaires	1 038 224	1 037 313	-0,1	81
	Contractuels	235 686	230 926	-2,0	18
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	19 551	18 414	-5,8	1
	<b>Total</b>	<b>1 293 460</b>	<b>1 286 653</b>	<b>-0,5</b>	<b>100</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu des possibles modifications (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales. En particulier, la création de la métropole de Lyon au 1<sup>er</sup> janvier 2015 conduit au transfert de 4 800 agents de la communauté urbaine (classée parmi les EPA locaux) vers la métropole (classée parmi les départements).

(2) Dans la FPT, la catégorie « autres catégories et statuts » recouvre principalement des assistants maternels et familiaux et des apprentis.

## 1 1.5 Fonction publique territoriale

Figure 1.5-5 : Effectifs physiques de la fonction publique territoriale par par catégorie d'employeur au 31 décembre

	2014	2015	Évolution 2015/2014 (en %)
<b>Organismes communaux<sup>(1)</sup></b>	<b>1 168 112</b>	<b>1 152 681</b>	<b>-1,3</b>
<b>Communes, dont :</b>	<b>1 034 795</b>	<b>1 021 856</b>	<b>-1,3</b>
Communes de moins de 1 000 habitants	113 126	111 147	
Communes de 1 000 habitants à 1 999 habitants	58 733	58 371	
Communes de 2 000 à 3 499 habitants	63 561	63 378	
Communes de 4 000 à 4 999 habitants	50 562	50 288	
Communes de 5 000 à 9 999 habitants	119 281	117 601	
Communes de 10 000 à 19 999 habitants	129 591	127 628	
Communes de 20 000 à 49 999 habitants	202 054	198 261	
Communes de 50 000 à 79 999 habitants	85 757	85 139	
Communes de 80 000 à 99 999 habitants	31 972	31 659	
Communes de 100 000 habitants et plus	180 158	178 384	
<b>Établissements communaux (CCAS, CDE ...)<sup>(1)</sup></b>	<b>133 317</b>	<b>130 825</b>	<b>-1,9</b>
<b>Organismes intercommunaux<sup>(1)</sup></b>	<b>274 099</b>	<b>279 137</b>	<b>1,8</b>
<b>EPCI à fiscalité propre, dont :</b>	<b>208 357</b>	<b>212 793</b>	<b>2,1</b>
Communautés urbaines	38 963	10 708	
Communautés de communes	79 502	82 965	
Communauté d'agglomération	84 179	83 931	
Syndicats d'agglomération nouvelle (SAN)	1 649	1 558	
Métropole	4 064	33 631	
<b>Autres structures intercommunales (Sivom, Sivu, syndicats mixtes)</b>	<b>65 742</b>	<b>66 344</b>	<b>0,9</b>
<b>Organismes départementaux</b>	<b>362 591</b>	<b>367 403</b>	<b>1,3</b>
Départements <sup>(2)</sup>	295 337	300 376	1,7
Établissements départementaux (SDIS, CNFPT, CDG)	53 394	53 308	-0,2
Autres établissements départementaux	13 860	13 719	-1,0
<b>Régions</b>	<b>81 476</b>	<b>81 885</b>	<b>0,5</b>
<b>Autres EPA locaux (OPHLM, CCM, régies,...)</b>	<b>8 377</b>	<b>8 204</b>	<b>-2,1</b>
<b>Total FPT</b>	<b>1 894 655</b>	<b>1 889 310</b>	<b>-0,3</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les évolutions concernant les effectifs des communes et des établissements communaux et intercommunaux doivent être interprétées avec précaution compte tenu des possibles modifications (regroupements notamment), en relation avec la mise en place de structures intercommunales. En particulier, la création de la métropole de Lyon au 1<sup>er</sup> janvier 2015 conduit au transfert de 4 800 agents de la communauté urbaine (classée parmi les EPA locaux) vers la métropole (classée parmi les départements).

(2) Les effectifs de la métropole de Lyon, créée le 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont comptabilisés avec ceux des départements.

Figure 1.6-1 : Effectifs physiques de la fonction publique hospitalière par sexe et statut au 31 décembre

	2014	2015				
	Effectifs physiques	Effectifs physiques	Part des femmes (en %)	Part des fonctionnaires (en %)	Part des contractuels (en %)	Part des autres catégories et statuts <sup>(2)</sup> (en %)
Médecins <sup>(1)</sup>	114 968	116 833	52,2			100,0
Personnels non médical	910 916	909 693	80,3	81,9	17,8	0,2
<b>Total hôpitaux</b>	<b>1 025 884</b>	<b>1 026 526</b>	<b>77,1</b>	<b>72,6</b>	<b>15,8</b>	<b>11,6</b>
Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)	96 107	97 350	87,2	69,6	29,0	1,4
Autres établissements médico-sociaux	39 096	39 402	67,7	59,0	38,1	2,9
<b>Total fonction publique hospitalière</b>	<b>1 161 087</b>	<b>1 163 278</b>	<b>77,6</b>	<b>71,9</b>	<b>17,6</b>	<b>10,5</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Y compris internes et résidents. Hors praticiens hospitalo-universitaires, décomptés avec la FPE.

(2) Dans la FPH, la catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des médecins et des apprentis

Figure 1.6-2 : Effectifs de la fonction publique hospitalière en équivalent temps plein [ETP] par sexe et statut au 31 décembre

	2014	2015				
	Effectifs physiques	Effectifs physiques	Part des femmes (en %)	Part des fonctionnaires (en %)	Part des contractuels (en %)	Part des autres catégories et statuts <sup>(2)</sup> (en %)
Médecins <sup>(1)</sup>	98 368	100 622	53,0	0,0	0,0	100,0
Personnels non médical	854 835	853 681	79,6	82,4	17,4	0,2
<b>Total hôpitaux</b>	<b>953 203</b>	<b>954 302</b>	<b>76,8</b>	<b>73,7</b>	<b>15,5</b>	<b>10,7</b>
Établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPA)	88 377	89 668	87,1	71,4	27,7	1,0
Autres établissements médico-sociaux	33 938	34 180	69,7	64,8	32,5	2,6
<b>Total fonction publique hospitalière</b>	<b>1 075 517</b>	<b>1 078 151</b>	<b>77,4</b>	<b>73,2</b>	<b>17,1</b>	<b>9,7</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP - Département des études, des statistiques et des systèmes d'information.

Champ : Emplois principaux, tous statuts, situés en métropole et DOM (hors Mayotte), hors COM et étranger. Hors bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Y compris internes et résidents. Hors praticiens hospitalo-universitaires, décomptés avec la FPE.

(2) Dans la FPH, la catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des médecins et des apprentis

